

Non corrigé
Uncorrected

Traduction
Translation

CR 2012/29 (traduction)

CR 2012/29 (translation)

Mardi 4 décembre 2012 à 15 heures

Tuesday 4 December 2012 at 3 p.m.

12

Le PRESIDENT : Veuillez vous asseoir. L'audience est ouverte. J'invite M. Bundy à nous exposer ce qu'il avait prévu pour ce matin.

M. BUNDY : Je vous remercie, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les juges. Avant la pause, j'ai passé en revue les dispositions de l'accord signé en mai 2011 par le Pérou et l'Equateur pour montrer qu'elles étaient la quintessence de ce que doit contenir un accord de délimitation maritime, et je les ai comparées à la déclaration de Santiago, qui ne contient rien de tel.

49. Pour détourner l'attention de cette réalité, le Chili avance, dans sa duplique, deux lignes d'argumentation. Son premier argument consiste à dire que, en acceptant la représentation de la frontière maritime péruvo-équatorienne qui figurait sur une carte marine publiée par l'Equateur en 2010 — c'est-à-dire, avant l'échange de notes de mai 2011 — «le Pérou a accepté l'intégralité de la frontière maritime à vocation générale dont l'Equateur a toujours considéré qu'elle avait été établie par la déclaration de Santiago, comme cela est inscrit sur la carte.»¹ Tel est le premier argument avancé par le Chili, et le second consiste à dire que la ligne frontière définie dans l'échange du 2 mai 2011 ne peut dépendre de la présence d'îles, ce qui contredirait la thèse péruvienne selon laquelle la deuxième phrase du point IV de la déclaration de Santiago a établi une limite latérale uniquement pour les projections insulaires².

50. Ni l'un ni l'autre de ces arguments ne résiste à l'examen.

[Affichage de la figure 84 de la duplique du Chili.]

51. Je commencerai par examiner l'argument avancé par le Chili à propos de la carte marine équatorienne, qui est actuellement affichée à l'écran et qui est reproduite sous l'onglet n° 57 de vos dossiers. Il est important de bien saisir la chronologie des faits en ce qui concerne cette carte, car le Chili les a présentés de façon confuse dans sa duplique.

52. L'Equateur a publié cette carte marine — n° IOA 42 — en juillet 2010. Toutefois, trois mois plus tôt, le 12 avril 2010, le Pérou avait écrit au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour déclarer, entre autres, qu'il «n'a[vait] conclu aucun traité de délimitation

¹ DC, par. 4.37.

² *Ibid.*, par. 4.26 et 4.34.

13

maritime», et qu'il «émet[tait] donc une réserve expresse à l'égard de ... toute carte représentant des frontières maritimes supposées entre le Pérou et les Etats voisins.»³ Ainsi, avant même que l'Equateur ne publie cette carte, la position du Pérou à l'égard de toute carte censée décrire une frontière maritime le concernant était claire.

53. Comme je l'ai dit, l'Equateur a publié la carte en juillet 2010 puis, en août 2010, il a adopté un décret exécutif approuvant ce document, et, en mars 2011, en a communiqué un exemplaire à l'Organisation des Nations Unies⁴.

54. Le Chili soutient que, après communication par l'Equateur de la carte à l'Organisation des Nations Unies, le Pérou a modifié la réserve qu'il avait émise auparavant en précisant que la représentation sur cette carte de sa frontière maritime avec l'Equateur était exacte⁵. A partir de cet élément, le Chili saute à la conclusion que le Pérou a ainsi, on ne sait trop comment, accepté l'intégralité de la frontière maritime à vocation générale dont l'Equateur considérait — toujours selon le Chili — qu'elle avait été établie par la déclaration de Santiago⁶.

55. Cette ligne d'argumentation est entachée de deux vices fondamentaux. Premièrement, le Pérou a, certes, accepté la frontière maritime qui le sépare de l'Equateur telle qu'elle est représentée sur cette carte — et il est important de noter que le Pérou n'a accepté que la ligne, la frontière maritime qui figure sur la carte, à l'exclusion de toute autre information qui s'y trouve — mais qu'il ne l'a fait que le 2 mai 2011, c'est-à-dire à la date de son échange de notes avec l'Equateur. C'est précisément parce que le Pérou et l'Equateur étaient enfin parvenus à un accord, scellé par cet échange de notes, sur la définition de leur frontière maritime que le Pérou a pu accepter la représentation de la frontière figurant sur la carte, dans la mesure où elle correspondait à celle figurant sur la carte convenue jointe à l'échange de notes, que j'ai fait afficher à l'écran tout à l'heure. Cela ressort très clairement de la lettre du 2 mai 2011, soit de la même date que l'échange de notes, adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le Pérou⁷. Deuxièmement, ce n'est pas la déclaration de Santiago qui a établi la frontière maritime entre le

³ DC, annexe 33.

⁴ *Ibid.*, annexe 36.

⁵ *Ibid.*, annexe 40.

⁶ DC, par. 4.37.

⁷ DC, annexe 40.

Pérou et l'Equateur, c'est l'échange de notes. Si la frontière avait déjà été définie, il n'y aurait pas eu besoin d'un échange de notes. La seule carte représentant la frontière maritime entre le Pérou et l'Equateur ayant fait l'objet d'un accord entre ces deux pays est celle qui fait partie intégrante de l'échange de notes du 2 mai 2011. (Onglet n° 56 de vos dossiers.)

14 [Affichage de la figure 86 de la duplique du Chili.]

56. Le Chili soutient également que la frontière dont le Pérou et l'Equateur ont convenu n'est pas compatible avec la thèse péruvienne selon laquelle le point IV de la déclaration de Santiago concerne uniquement les limites des zones maritimes afférentes aux îles, car la ligne frontière ainsi convenue s'étend au-delà de la limite de 200 milles marins générée par les îles équatoriennes. Cette dernière est représentée par la ligne en pointillés jaune et noir que le Chili a ajoutée sur la carte. Cette ligne figure la limite de 200 mille marins à partir des îles équatoriennes et, comme la Cour peut le constater, la frontière maritime ayant fait l'objet d'un accord en mai 2011 s'étend au-delà de cette ligne en pointillés jaune et noir. Le Chili soutient donc que cela contredit plus ou moins la thèse du Pérou selon laquelle le point IV de la déclaration de Santiago ne s'applique qu'aux projections insulaires, comme il ressort clairement du libellé de celui-ci.

57. Mais en réalité, il n'y a absolument pas d'incompatibilité. Le point IV a établi un principe relatif aux droits sur les zones maritimes afférentes aux îles équatoriennes situées dans la zone maritime générale de 200 milles marins du Pérou. Il n'a pas établi la frontière. Sur la première partie de son tracé, la frontière péruvo-équatorienne, la ligne frontière convenue le 2 mai 2011, est parfaitement compatible avec ce principe. Elle respecte le parallèle qui constitue la limite du fait de la présence d'îles. La seule raison pour laquelle son tracé se poursuit vers le large au-delà de la limite de 200 milles marins correspondant aux droits afférents aux îles équatoriennes est que le point de départ de la frontière maritime convenue en 2011 se trouve sur la ligne de base droite équatorienne qui traverse le golfe de Guayaquil — c'est la ligne jaune qui est surlignée sur la carte. L'Equateur ayant une ligne de base droite traversant le golfe, le point de départ de la frontière maritime, comme cela est exposé dans l'échange de notes, se situe sur cette ligne de base, et non au point où la frontière terrestre aboutit en mer, au fond du golfe de Guayaquil. C'est la raison pour laquelle la ligne s'étend vers le large. Elle est tracée jusqu'à une distance de 200 milles marins à partir d'une ligne de base droite, et non à partir du fond du golfe.

58. Or, il va sans dire que la ligne de base droite de l'Equateur n'existait pas en 1952. Elle ne pouvait dès lors pas avoir servi de base à la définition d'une frontière à cette époque. L'accord frontalier de mai 2011 prend cette réalité en compte pour établir le tracé de la ligne frontière. Cela vient simplement confirmer que la frontière maritime dont le Pérou et l'Equateur sont convenus par l'échange de notes de 2011 n'avait jamais été définie auparavant.

15

59. Il est clair également que la frontière maritime dont le Pérou et l'Equateur sont convenus constitue une solution équitable et proportionnée. A la différence de la situation géographique entre le Pérou et le Chili, dans laquelle le changement radical d'orientation des côtes des Parties entraîne un effet d'amputation radical pour le Pérou et ses droits si on retient un parallèle comme frontière, il n'y a pas de changement radical d'orientation dans le cas des côtes du Pérou et de l'Equateur, si bien que la frontière entre les deux pays ne produit pas le même effet d'amputation.

60. En résumé, il est clair que, même dans une situation géographique où le principe énoncé dans la seconde phrase du point IV de la déclaration de Santiago s'appliquait — c'est-à-dire entre le Pérou et l'Equateur, en raison de la présence d'îles — la déclaration n'a pas défini la frontière. Pareille définition n'a été opérée que par l'échange de notes du 2 mai 2011. La déclaration de Santiago a encore moins établi le tracé d'une frontière maritime dans une situation géographique où la seconde phrase du point IV ne s'appliquait pas — à savoir, entre le Pérou et le Chili. C'est la frontière qui doit être déterminée par la Cour.

CONCLUSIONS

61. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les membres de la Cour, comme je l'ai exposé, lorsque le Pérou et le Chili ont voulu conclure des accords relatifs à leurs frontières maritimes, ils ont montré qu'ils savaient comment procéder. En ce qui concerne le Chili, c'est l'accord de 1984 avec l'Argentine qui en témoigne. Pour le Pérou, cela ressort clairement de son échange de notes du 2 mai 2011 avec l'Equateur. Ces accords contiennent tous deux des éléments qui constituent des composants essentiels des accords de délimitation maritime. (Onglet n° 59 de vos dossiers.) Ainsi, l'accord conclu avec l'Argentine comme celui conclu avec l'Equateur :

[Affichage à l'écran.]

- mentionnent le fait que l'objet de l'accord est bien la frontière maritime — on ne trouve rien de tel dans la déclaration de Santiago ;
 - indiquent précisément ce que comprend la délimitation — c'est-à-dire, la colonne d'eau, le fond de la mer et son sous-sol — là encore, rien de tel dans la déclaration de Santiago ;
 - spécifient le point de départ de la frontière maritime, défini par des coordonnées précises — rien non plus de tel dans la déclaration de Santiago ;
- 16** — précisent le tracé de la frontière dans son intégralité, y compris son point terminal, en indiquant soit des coordonnées, soit la distance exacte entre le point terminal de la frontière, au large, et son point de départ — élément qui ne figure pas davantage dans la déclaration de Santiago ; et
- comprennent des cartes en faisant partie intégrante, représentant la frontière — là encore, contrairement à la déclaration de Santiago.

62. Voilà le genre de détails qu'on s'attend à trouver dans un accord de délimitation maritime ; or, la déclaration de Santiago n'en contient aucun. Cet instrument n'était tout simplement pas un accord de délimitation, et, à la différence des accords de 1984 et de 2011, il n'a pas été rapidement enregistré auprès de l'Organisation des Nations Unies. Et peu importe combien de fois le Chili cite des passages choisis du point IV de la déclaration à l'appui de ses arguments, cela ne change rien au fait que i) le point IV vise uniquement les zones maritimes afférentes aux îles et les limites des droits correspondants, et non pas la définition d'une frontière maritime à vocation générale ; ii) la seconde phrase du point IV n'est pas pertinente entre le Pérou et le Chili en raison de l'absence d'îles situées à une distance de moins de 200 milles marins de leur frontière terrestre ; et iii) même dans le cas où le point IV était pertinent — c'est-à-dire entre le Pérou et l'Equateur — ces deux Etats n'en ont pas moins dû procéder à la définition de leur frontière maritime par voie d'un accord distinct spécifiquement conclu à cet effet.

63. En résumé, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs de la Cour, ainsi que l'a démontré le Pérou dans cette partie du premier tour de plaidoiries :

- rien, dans le comportement qu'ont adopté les Parties après la signature de la déclaration de Santiago, ne peut changer le fait que cet instrument n'a pas établi de frontière maritime à vocation générale ;

- les activités invoquées par le Chili étaient soit d'ordre pratique et visaient à atténuer les tensions entre pêcheurs artisanaux, principalement dans les eaux territoriales, soit sans pertinence juridique aux fins de la délimitation maritime ;
- de surcroît, ces activités concernaient, tout au plus, la colonne d'eau. Elles n'avaient rien à voir avec le plateau continental ; et
- le Chili a radicalement modifié son comportement de façon à servir ses intérêts après avoir reçu du Pérou le mémorandum Bákula, en 1986. Auparavant, son comportement était incompatible avec sa thèse actuelle selon laquelle une frontière maritime intégralement définie a été établie entre les Parties en 1952.

17

64. Monsieur le président, j'en arrive au terme de mon exposé. Je remercie la Cour pour sa patiente attention et je vous saurais gré de bien vouloir appeler à la barre M. Lowe.

Le **PRESIDENT** : Je vous remercie, Monsieur Bundy. J'invite à présent M. Lowe à poursuivre.

M. **LOWE** :

LA REVENDICATION DU CHILI NE SATISFAIT PAS AUX EXIGENCES DICTÉES PAR LE DROIT INTERNATIONAL POUR DÉMONTRER L'EXISTENCE D'UNE FRONTIÈRE MARITIME

Introduction

1. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs de la Cour, le Chili soutient que sa frontière maritime internationale avec le Pérou a été convenue en 1952. Pour obtenir gain de cause, il doit démontrer sur les plans factuel et juridique qu'il a effectivement conclu un tel accord avec le Pérou.

2. Le Pérou, lui, a fait preuve de cohérence et a fermement campé sur sa position : le Chili et lui n'ont conclu aucun accord sur une frontière internationale, pas plus en 1952 qu'ensuite.

3. Le Chili serait évidemment fort aise que la frontière suive le parallèle. Dans ses exposés, il s'est emparé de toutes les références à un parallèle qu'il pouvait trouver et les a mises en avant en affirmant qu'elles venaient en quelque sorte confirmer que le Pérou et lui s'étaient bien entendus il y a 60 ans sur leur frontière maritime internationale.

4. Eh bien, nous entendrons bientôt l'explication du Chili ; pour ma part, je m'intéresserai à ce stade à la tâche qui lui incombe.

5. J'examinerai trois principaux points : tout d'abord, les exigences générales du droit international régissant l'établissement des frontières ; ensuite, les différences propres aux frontières terrestres et aux frontières maritimes ; et, enfin, les grandes failles dont souffre selon nous l'argumentation chilienne.

18

Les exigences générales applicables à l'établissement des frontières

6. Mon premier point est qu'il échet de rappeler le principe régissant la charge de la preuve. Comme la Cour l'a fait observer dans l'affaire des *Plates-formes pétrolières*⁸, les arguments juridiques avancés devant elle doivent être établis à sa satisfaction ; l'existence alléguée d'un accord de délimitation ne fait pas exception à la règle.

7. Le Chili doit prouver que le Pérou a accepté une frontière maritime internationale en 1952, ce que le Pérou nie catégoriquement. C'est une charge très lourde qui lui incombe. La Cour a souligné l'importance particulière que revêtait l'établissement de frontières maritimes permanentes dans l'affaire *Nicaragua c. Honduras*⁹, et l'a réaffirmée dans l'affaire *Nicaragua c. Colombie*¹⁰.

8. Lorsque des Etats conviennent d'établir une frontière, ils ont une vague idée de la valeur du territoire concerné, mais ils ne peuvent savoir par avance comment cette valeur évoluera au fil du temps. Ainsi, il y a un siècle, les Etats ne pouvaient imaginer les conséquences qu'une frontière terrestre pourrait avoir sur l'accès à leur territoire par avion à réaction, ou celles qu'une frontière maritime pourrait avoir sur la part qui leur reviendrait des ressources des fonds marins en hydrocarbures et en gaz. Qui sait à quelles futures utilisations de la mer pourra servir la frontière maritime internationale entre le Pérou et le Chili ? Voilà pourquoi il est si important que la

⁸ *Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)*, arrêt, C.I.J. Recueil 2003, p. 189, par. 57 : «Si, en définitive, les preuves disponibles sont insuffisantes pour permettre de déterminer si l'Iran est à l'origine de ce tir de missile, les Etats-Unis ne se seront pas acquittés de la charge de la preuve qui pèse sur eux».

⁹ *Différend territorial et maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Honduras)*, arrêt, C.I.J. Recueil 2007 (II), p. 735, par. 253 : «L'établissement d'une frontière maritime permanente est une question de grande importance, et un accord ne doit pas être présumé facilement».

¹⁰ *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*, arrêt du 19 novembre 2012, par. 219.

frontière fasse l'objet d'un accord, et qu'elle apporte une solution équitable au chevauchement des droits de chaque Etat.

9. C'est donc à un critère très rigoureux que le Chili doit satisfaire pour prouver l'existence d'un accord avec le Pérou. Nous estimons qu'il n'y a pas satisfait et qu'il ne peut y satisfaire.

Les exigences propres aux frontières terrestres et aux frontières maritimes

10. Ensuite, et c'est là mon deuxième point, il ne faut pas oublier que l'établissement des frontières terrestres ne répond pas aux mêmes exigences que celui des frontières maritimes.

11. Dans le cas des frontières terrestres, chaque parcelle de territoire est présumée relever de la souveraineté d'un Etat ou d'un autre. Il s'agit de déterminer auquel des Etats qui se disputent le titre revient la zone contestée. Qui de A ou de B a la revendication la plus convaincante ? En l'absence de quelque titre conventionnel ou historique antérieur, la Cour examine les éléments de preuve attestant un exercice concret de droits souverains par chaque gouvernement, et tranche en faveur de la revendication la plus solide.

12. Quant à savoir ce qui constitue la preuve d'un exercice de droits souverains, la Cour se rappellera sa propre pratique dans des affaires comme celle des *Minquiers et Ecréhous* et celle relative à la *Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan*¹¹. Quasiment tout acte d'un gouvernement peut être considéré comme la preuve d'un exercice de droits souverains, faisant pencher la balance en faveur de la revendication de cet Etat, et en défaveur de celle de l'autre Etat.

13. Dans le cas des frontières maritimes, en revanche, la situation est différente. Il ne suffit pas de prendre toutes les manifestations d'autorité d'un gouvernement et de dire que chacune vient appuyer la revendication de cet Etat à exercer sa souveraineté et sa compétence sur une zone donnée. Il faut s'interroger sur la *nature* de la revendication qu'une telle manifestation d'autorité met en évidence.

¹¹ *Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie)*, arrêt, C.I.J. Recueil 2002, p. 685, par. 148 (par exemple).

La nécessité de faire preuve de prudence lorsqu'il s'agit de tirer des conclusions du comportement des Etats

14. La Cour a, à juste titre, fait preuve de prudence lorsqu'il s'est agi d'accorder un *quelconque* effet juridique à de tels actes dans des affaires de délimitation maritime. Dans l'affaire *Jan Mayen*, par exemple, elle a refusé de considérer une ligne provisoire utilisée par les Parties aux fins de la pêche comme une frontière convenue, au motif que le comportement des Parties ne prouvait pas que cette ligne avait été reconnue en tant que frontière définitive¹². De même, dans l'affaire du *Golfe du Maine*, elle a considéré que les actes accomplis par le Canada et les Etats-Unis en matière d'octroi de permis pétroliers ne revêtaient aucune pertinence pour établir une ligne de délimitation¹³. En outre, comme elle l'a déclaré dans l'affaire *Cameroun c. Nigéria*, les concessions pétrolières et les puits de pétrole «ne peuvent être pris en compte que s'ils reposent sur un accord exprès ou tacite entre les parties» (*Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria; Guinée équatoriale (intervenant))*, arrêt, *C.I.J. Recueil 2002*, p. 448, par. 304). La question était de savoir s'ils pouvaient être considérés comme des circonstances pertinentes justifiant d'ajuster la ligne de délimitation provisoire : mais lorsqu'il s'agit d'établir l'existence d'une frontière maritime définitive à vocation générale, le critère de la preuve doit certainement être encore plus strict.

20

15. La pratique arbitrale va dans le même sens. Dans l'arbitrage relatif à *Saint-Pierre-et-Miquelon* et dans l'arbitrage *Guyana/Suriname*, l'argument selon lequel les limites de concessions pétrolières prouvaient l'existence de frontières convenues a été rejeté faute de preuves attestant que les parties s'étaient entendues pour adopter ces limites en tant que frontières maritimes de caractère permanent¹⁴.

16. Le point fondamental a été formulé de façon très claire par la Cour en l'affaire *Nicaragua c. Honduras* (cet extrait figure sous l'onglet n° 60, et à l'écran). Je cite :

¹² *Délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen (Danemark c. Norvège)*, arrêt, *C.I.J. Recueil 1993*, p. 48-56, par. 22, 33, 36, 38-40.

¹³ *Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/Etats-Unis d'Amérique)*, arrêt, *C.I.J. Recueil 1984*, p. 310-311, par. 150-151.

¹⁴ *Délimitation des espaces maritimes entre le Canada et la République française (Saint-Pierre-et-Miquelon)* (1992), http://untreaty.un.org/cod/riaa/cases/vol_XXI/265-341.pdf, sentence, par. 89-91. *Guyana/Suriname* (2007), sentence, par. 390, http://pca-cpa.org/showpage.asp?pag_id=1147 (site consulté en octobre 2012).

«L'établissement d'une frontière maritime permanente est une question de grande importance, et un accord ne doit pas être présumé facilement. Une ligne *de facto* pourrait dans certaines circonstances correspondre à l'existence d'une frontière convenue en droit ou revêtir davantage le caractère d'une ligne provisoire ou d'une ligne à vocation spécifique, limitée, telle que le partage d'une ressource rare. Même s'il y avait eu une ligne provisoire jugée utile pour un certain temps, cela n'en ferait pas une frontière internationale.» (*Différend territorial et maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Honduras)*, arrêt, C.I.J. Recueil 2007 (II), p. 735, par. 253. Voir *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*, arrêt du 19 novembre 2012, par. 219.)

17. Le Chili ne peut se borner à établir qu'une ligne à vocation spécifique, limitée, a été utilisée. Pour démontrer l'existence d'un accord établissant une ligne de délimitation définitive, il faut des preuves éclatantes et une pratique étatique cohérente, incontestée qui se prolonge pendant une longue période¹⁵. Or, le Chili ne peut satisfaire à ces exigences. Il ne peut faire valoir aucun accord contenant des indications claires et précises sur des frontières maritimes, pas plus qu'une pratique étatique infirmant la conception du Pérou, à savoir que les accords conclus par les deux Etats dans le passé avaient une vocation spécifique, limitée et provisoire, et ne traduisaient pas l'existence d'une frontière maritime internationale permanente à vocation générale.

***Le modus praebendi* du Chili : un bricolage juridique**

18. J'en viens à mon troisième point, Monsieur le président : il s'agit de la façon dont le Chili conçoit la charge qui lui incombe. Le Chili soutient que la frontière a été fixée en 1952, à la conférence de Santiago. Mais que montrent les archives relatives à cette conférence ? Elles montrent que, contrairement à la procédure habituellement suivie pour établir une frontière maritime internationale, il n'existe ici :

- aucune proposition de rencontre entre les deux Etats pour convenir d'une frontière ;
- aucune trace d'une lettre ou d'un projet concernant la négociation d'une frontière convenue ;
- 21 — aucun traité bilatéral précisant le tracé d'une frontière convenue ;
- aucun instrument constitutionnel de l'un ou de l'autre Etat visant à donner effet à la frontière convenue ;
- aucune carte agréée représentant la frontière, et, naturellement ;
- aucun accord sur l'existence même d'une frontière.

¹⁵ Voir *Délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen (Danemark c. Norvège)*, arrêt, C.I.J. Recueil 1993, p. 55-56, par. 38-40. *Différend territorial et maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Honduras)*, arrêt, C.I.J. Recueil 2007 (II), p. 729-734, par. 237-250.

19. Nous ne connaissons aucun précédent, dans la pratique internationale, dans le cadre duquel l'existence entre deux Etats d'un accord international sur une frontière maritime étendue aurait été présumée face à une absence de preuves si flagrante. La Cour se trouve confrontée à un grand vide qui n'est empli que des échos d'une simple assertion, à savoir que le Pérou aurait accepté une frontière en 1952. Toutes les indications que l'on serait en droit d'attendre sur les négociations, l'adoption et l'application d'une frontière maritime convenue font défaut. Comment le Chili l'explique-t-il ?

20. Bien entendu, le Chili fait ce qu'il peut en l'état du dossier. Il prend des bribes d'éléments de preuve qu'il tente de greffer les unes aux autres pour en faire un assemblage cohérent. Il fait un amalgame entre les références au parallèle qui figurent dans le paragraphe de la déclaration de Santiago relatif aux droits générés par les îles en mer, les arrangements pris dans l'accord de 1954 sur une zone spéciale pour assurer le maintien de l'ordre aux abords des côtes, et les mesures qui ont été prises en 1968-1969 pour signaler le parallèle aux pêcheurs côtiers, ainsi que diverses pratiques comme l'utilisation de lignes pour délimiter les zones créées aux fins des activités de sauvegarde de la vie humaine en mer — les zones NAVAREAS, SAR et FIR —, qui font systématiquement référence à des parallèles. Il voudrait faire passer cet amalgame pour une pratique uniforme et monolithique tendant systématiquement à mettre en œuvre une frontière maritime internationale à vocation générale qui s'étendrait jusqu'à 200 milles marins, si ce n'est au-delà.

21. Imaginez que le Chili vous présente quelques pièces de puzzle et vous dise que, une fois le puzzle reconstitué, vous verrez le tableau complet. Le problème est que ces pièces viennent de puzzles différents. La conférence sur la chasse à la baleine de 1952, les régions d'information de vol, la zone spéciale et les phares établis à l'intention des pêcheurs côtiers constituent autant de solutions distinctes à des problèmes pratiques bien précis — des solutions, pour reprendre les termes de la Cour, «à vocation spécifique, limitée». Il *n'existe* absolument aucun schéma directeur ; aucun accord bilatéral ou trilatéral de 1952 visant à établir des frontières maritimes internationales de caractère permanent.

Déformation des documents historiques

22. Le Chili a brossé un tableau anachronique de l'histoire qui est diamétralement opposé aux faits. Vous n'aurez pas oublié, par exemple, qu'il a laissé entendre que le Pérou et lui avaient conjointement invité l'Equateur à s'associer à eux dans la déclaration de Santiago, et que la conférence de Santiago n'était pas axée sur la chasse à la baleine¹⁶. Aucune de ces suggestions n'est exacte.

Cartes et publications

23. Le Chili s'est référé à des cartes et publications qui placent la frontière maritime sur le parallèle. Mais comme nous l'avons relevé dans notre réplique, au paragraphe 4.69, pratiquement toutes ces cartes et publications découlent d'une seule et même source — la publication de 1979 intitulée *Limits in the Seas*. Et nous le savons parce cette édition de *Limits in the Seas* contient une erreur — elle situe le parallèle passant par la borne n° 1 aux coordonnées 18° 23' 03", au lieu de 18° 21' 03", où se trouve réellement la borne n° 1. Cette erreur est reproduite sur la quasi-totalité des cartes ultérieures. Même les plus éminents juristes ont, eux aussi, pris *Limits in the Seas* comme leur ouvrage de référence en la matière : vous en trouverez un exemple à l'annexe 301 du contre-mémoire.

24. Or, cette publication était erronée : il n'existait aucune frontière convenue le long du parallèle. Le Chili invoque ces répétitions comme une preuve d'une reconnaissance internationale du parallèle en tant que frontière maritime internationale ; mais il ne s'agit pas tant de références faisant autorité que d'une série de copier-coller. En faisant fond sur ces répétitions, le Chili se comporte «comme quelqu'un qui achèterait plusieurs exemplaires du même journal pour s'assurer de la véracité des informations qu'il contient», pour citer M. Wittgenstein¹⁷.

Déformation des ouvrages de doctrine

25. Le Chili consacre une section entière de sa duplique¹⁸ à exposer à la Cour que certains auteurs péruviens, qu'il baptise les «révisionnistes»¹⁹, auraient reconnu que la frontière maritime

¹⁶ CMC, par. 2.53-2.54.

¹⁷ L. Wittgenstein, *Philosophical Investigations* (traduction anglaise par G. E. M. Anscombe, 2^e éd., 1958), par. 265 [traduction du Greffe].

¹⁸ DC, chapitre V, section 4.

avait été établie²⁰. Et pour étayer ce qu'il avance, le Chili, peut-être davantage dans un esprit retors que dans un réel espoir de conforter sa thèse, a extrait certaines phrases de ces ouvrages pour présenter les vues de leur auteur sous un faux jour.

26. Je n'ai pas le temps de réfuter chacune des affirmations mensongères du Chili mais, si vous le voulez bien, je vous donnerai deux exemples qui concernent deux éminents membres de la délégation péruvienne.

23

27. Au paragraphe 5.27 de sa duplique, le Chili ne cite qu'un seul terme de l'ouvrage de 1979 de M. Eduardo Ferrero Costa (le terme «établie») afin de faire croire que ce dernier tenait pour établie l'existence d'une frontière maritime entre le Pérou et le Chili. Toutefois, la phrase citée par le Chili — que vous pouvez lire en anglais et en espagnol sous l'onglet n° 61 de votre dossier (et à l'annexe 174 de la duplique) — se lit en vérité comme suit : «Eu égard à l'absence d'un traité spécialement conclu entre le Chili, l'Equateur et le Pérou établissant les limites de leurs frontières maritimes, l'interprétation qui a été retenue est que ces limites ont été fixées en suivant le parallèle géographique». M. Ferrero a expressément déclaré qu'il n'existait *aucun* traité de délimitation maritime, ce que confirment les paragraphes suivants de son ouvrage.

28. De même, dans sa duplique, le Chili cite à plusieurs reprises un court fragment — voire un seul mot — d'un paragraphe tiré de la thèse présentée par Mme la ministre Marisol Agüero Colunga à l'époque de ses études à l'académie diplomatique du Pérou²¹. Vous trouverez sous l'onglet n° 62 la conclusion de ce paragraphe, que le Chili omet systématiquement, à savoir :

«nous sommes d'avis que nous ne pouvons considérer comme acquis un accord entre les trois parties à propos de la délimitation de leurs zones maritimes des deux cents milles tracées à partir de leur côtes continentales, ce qui supposerait l'existence d'un traité de délimitation de la frontière maritime ... car, ni la déclaration de Santiago n'est un traité international, ni, comme nous l'avons vu, elle ne traite à proprement parler des frontières maritimes entre les Etats signataires»²².

¹⁹ DC, chapitre V, section 4.

²⁰ DC, par. 1.48.

²¹ *Ibid.*, par. 2.43, 2.56, 2.60, 5.28, citant les pages 101-102 de la thèse de Mme Agüero Colunga.

²² DC, annexe 156.

29. Le Chili a tout simplement tort d'affirmer que «[ces auteurs] n'ont jamais dit qu'il n'existait pas de frontière maritime conventionnelle entre [lui] et le Pérou»²³.

30. A ce stade, Monsieur le président, il est permis de se demander pourquoi le Chili n'a pas présenté à la Cour quelques-uns des ouvrages de ses propres auteurs qui, à la suite de la déclaration de Santiago de 1952, auraient considéré celle-ci comme le traité établissant entre les deux Etats la frontière maritime à vocation générale le long d'un parallèle.

24 31. En fait, d'une manière générale, les auteurs chiliens n'ont commencé à émettre l'idée que la déclaration de Santiago avait établi une frontière maritime entre le Pérou et le Chili qu'après l'invitation du Gouvernement péruvien, transmise au ministre chilien des relations extérieures par l'ambassadeur Bákula, à conclure un accord de délimitation maritime en 1986²⁴. Dans les textes antérieurs, la déclaration de Santiago n'était habituellement pas présentée comme un instrument établissant une frontière maritime internationale à vocation générale²⁵.

32. En tout état de cause, pour éminents qu'ils soient, ces avis éclairés ne peuvent véritablement prouver l'existence d'un titre juridique, comme l'a déclaré la Cour permanente d'arbitrage dans l'arbitrage *Erythrée/Yémen*²⁶, et encore moins celle d'un accord de délimitation lorsqu'aucun n'existe.

33. Le Chili semble plaider que, puisque le parallèle a été mentionné et utilisé à diverses reprises et de façon disparate au cours du demi-siècle qui a suivi 1952, il doit correspondre à la frontière. Une telle approche pourrait se justifier dans une certaine mesure sur le plan de la logique si nous avions affaire à un différend relatif à une frontière terrestre dans le cadre duquel les deux parties reconnaîtraient l'existence d'une frontière, et où il s'agirait uniquement de déterminer l'emplacement de celle-ci. Mais les Parties à la présente affaire ne s'accordent pas sur cette prémisse. La tâche de la Cour ne consiste pas à déterminer l'emplacement d'une frontière qui

²³ DC, par. 5.24.

²⁴ Infante Caffi, María Eresa, «Los espacios marítimos en el Código Civil chileno. La reforma de 1986» (*Revista Chilena de Derecho*, vol. 16, 1989, p. 494. Disponible à l'adresse suivante : <<http://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=2649673>> consultée le 14 novembre 2012. Llanos Mansilla, Hugo. *La creación del nuevo derecho del mar: el aporte de Chile (contiene un análisis de la Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar de 1982)*. Santiago, Editorial Jurídica de Chile, 1991, p. 166-167.

²⁵ Voir, par exemple, Francisco Orrego Vicuña, *Chile y el derecho del mar*, 1972, p. 11-12.

²⁶ *Sentence du Tribunal arbitral rendue au terme de la première étape de la procédure entre l'Erythrée et la République du Yémen (souveraineté territoriale et portée du différend)*, 9 octobre 1998, Nations Unies, *Recueil des sentences arbitrales (RSA)*, vol. XXII, p. 295, par. 381.

existe déjà : elle consiste à déterminer *si* un accord existe réellement sur la frontière, ce qu'affirme le Chili et que conteste le Pérou. Et selon nous, le Chili a beau manipuler les documents historiques, il ne peut en tirer aucun accord de délimitation — que ce soit de 1952 ou de quelque époque ultérieure.

CONCLUSION

34. Le Chili voudrait vous faire croire que, il y a soixante ans, le Pérou, qui était alors l'un des premiers à défendre la zone de 200 milles, aurait simultanément et tacitement renoncé à tout droit au sud du 18^e parallèle. Ce n'est pas le cas. Nous avons analysé devant vous le texte de la déclaration de Santiago. Il ne contient *pas un mot* sur un quelconque accord de délimitation maritime entre le Pérou et le Chili.

25

35. Le Chili ne peut trouver dans les documents historiques aucune preuve qui démontre que, en 1952, le Pérou et lui auraient conclu un accord sur une frontière maritime internationale à vocation générale. Le Pérou nie qu'un tel accord existe et ait jamais existé, et considère que les exposés du Chili ne renferment aucun élément qui revête la force et la clarté requises, en droit international, pour constituer une preuve attestant qu'un tel accord a été conclu, de manière expresse ou tacite, entre les deux Etats.

Monsieur le président, ainsi s'achève ma présentation et, si vous n'avez plus besoin de moi, je vous prie de bien vouloir appeler M. Pellet à la barre pour qu'il poursuive nos plaidoiries. Je vous remercie.

Le PRESIDENT : Merci beaucoup. I give the floor to Professor Pellet. You have the floor, Sir.

Mr. PELLET:

THE INEQUITABLE CHARACTER OF THE LINE CLAIMED BY CHILE

1. Mr. President, Members of the Court, the cardinal principle of any maritime delimitation is that it must “achieve an equitable solution”²⁷. That is certainly not the case for the delimitation advocated by Chile in these proceedings.

2. According to the second paragraph of the Respondent’s submissions, “the respective maritime zone entitlements of Chile and Peru . . . are delimited by a boundary following the parallel of latitude . . . of 18° 21' 00" S under WGS84 Datum”. Leaving aside the question of the starting-point for the line, which Mr. Bundy will address in a few moments, I for my part shall look at the question of the consequences, again from the standpoint of equity, of point (iii) of those same submissions, in which Chile requests the Court to adjudge and declare that “Peru has no entitlement to any maritime zone extending to the south of that parallel”. In other words, Chile denies Peru any entitlement to the areas of overlap between the two States and to the outer triangle — although Chile itself has no entitlement to that triangle.

[Slide series 1: The inequitable character of the Chilean line]

26

3. This line is a paragon of inequity, constituting a combination of all the defects which make a delimitation inequitable. But let me make it clear, Mr. President, that this is not a whimsical and subjective judgment on the part of Peru, still less on my own part. As the Court has held on numerous occasions, in the context of the law relating to maritime delimitation, equity is closely governed by law: “delimiting with a concern to achieving an equitable result, as required by current international law, is not the same as delimiting in equity” (*Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea Intervening)*, *Judgment*, *I.C.J. Reports 2002*, p. 443, para. 294)²⁸. And even if the Montego Bay Convention gives no precise guidance in this connection, the jurisprudence of the international courts and tribunals — with your own Court in the forefront — has produced guidelines for evaluating with a

²⁷Cf. Articles 74, para. 1, and 83, para. 1, of the United Nations Convention on the Law of the Sea of 1982.

²⁸See also: *North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Denmark; Federal Republic of Germany/Netherlands)*, *Judgment*, *I.C.J. Reports 1969*, pp. 46-47, para. 85; and *Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)*, *Judgment*, *I.C.J. Reports 1985*, p. 39, para. 45.

more than reasonable degree of certainty what is to be understood by the term “equitable solution” within the meaning of the relevant provisions of the Convention, which reflect the customary law applicable in this field²⁹.

4. What this means is that, in particular — and, indeed, above all — an equitable solution cannot be taken to be achieved by a line which:

- constitutes a manifest violation of the principle of non-encroachment (II); and
- produces a flagrantly inequitable division of the maritime areas concerned between the Parties (III).

Those are the two most obvious characteristics of the solution proposed by Chile, Members of the Court. Before returning briefly to each of these aspects, I wish to say a word about a relatively insistent argument of the Respondent, which I have difficulty in not characterizing as absurd; I am referring to its repeated claim that Peru derived considerable benefits from the maritime boundary allegedly fixed on parallel 18° 21' 00" S (I).

[End of slide series 1]

27

I. The alleged benefits derived by Peru from the “fixing” of the maritime boundary on the 18th parallel

5. Mr. President, the obstinate silence maintained by Chile with regard to the flagrantly inequitable nature of the line which it claims constitutes the maritime boundary between the Parties is eloquent. While it recognizes in passing (and citing the Court’s 1969 Judgment in the *North Sea Continental Shelf* cases) that “delimitation is to be effected by agreement in accordance with equitable principles, and taking account of all the relevant circumstances”³⁰, Chile seeks to rule out any discussion of the inequitable nature of the maritime boundary that it defends in the name of the continuance in force of the agreement which it alleges to have been concluded between the

²⁹MP, paras. 3.4, 4.23, 6.47, 8.10 and RP, paras. 1.34 and 5.7. See also *Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)*, Judgment, I.C.J. Reports 1984, p. 294, paras. 95-96; *Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)*, Judgment, I.C.J. Reports 1985, pp. 55-56, para. 77; *Maritime Delimitation in the Area Between Greenland and Jan Mayen (Denmark v. Norway)*, Judgment, I.C.J. Reports 1993, p. 59, para. 47; *Maritime Delimitation and Territorial Questions Between Qatar and Bahrain (Qatar v. Bahrain)*, Merits, Judgment, I.C.J. Reports 2001, p. 91, para. 167; and *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*, Judgment of 19 November 2012, para. 139.

³⁰CMC, p. 123, para. 2.161, citing *North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Denmark; Federal Republic of Germany/Netherlands)*, Judgment, I.C.J. Reports 1969, p. 53, para. 101 (C) 1.

Parties³¹. Apart from the fact that this so-called agreement is nowhere to be found, as my colleagues have demonstrated, it is clear that the position defended by Chile cannot be said to reflect the “equitable principles” referred to by the Court in its Judgment of 1969, and to which I shall return in a few moments.

6. There is, however, one curious exception to this avoidance of equitable principles by Chile. In its Counter-Memorial, it invoked the “considerable benefits that the Santiago Declaration has brought to Peru, along with Chile and Ecuador”³². Chile returns to this matter, without dwelling further on it (and one can see why . . .) in its Rejoinder, when it affirms: “Peru’s claims ignore the many benefits that Peru and its population have derived from the 200 M zone to which the Santiago Declaration gave cover of an international treaty”³³.

7. Far be it from me, Mr. President, to dispute the benefits that the three signatories to the Santiago Declaration — and beyond them, indirectly, all the coastal States — derived from this initiative, this milestone in the development of the new law of the sea, definitively consolidated by the 1982 Convention, which enabled the coastal States to assert their sovereign rights over the natural resources of the maritime areas adjacent to their coasts and to profit thereby. However, — firstly, these benefits did not accrue solely to Peru; and — secondly and more importantly, this has nothing at all to do with the lateral *delimitation* of maritime areas between the States concerned.

8. Not without reason, the Court has always been reluctant to make a connection between economic considerations and the delimitation of maritime areas³⁴. Over and above the foregoing, the problem is very poorly formulated by Chile: the economic profitability figures that it puts

³¹RC, paras. 1.5-1.16.

³²CMC, p. 109, para. 2.135; see the whole of Chap. 2, Sect. 6, of the Counter-Memorial: “Benefits of the Santiago Declaration to Peru” (pp. 109-116, paras. 2.135-2.149).

³³RC, p. 9, para. 1.16.

³⁴*Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)*, Judgment, I.C.J. Reports 1982, pp. 77-78, para. 107; *Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)*, Judgment, I.C.J. Reports 1984, p. 342, para. 237; and *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*, Judgment of 19 November 2012, para. 223. See also the arbitration between Barbados and the Republic of Trinidad and Tobago, relating to the *Delimitation of the exclusive economic zone and the continental shelf between them*, Award of 11 April 2006, United Nations, RIAA, Vol. XXVII, p. 214, para. 241, and *Delimitation of the Maritime Boundary between Guinea and Guinea-Bissau*, Award of 14 February 1985, United Nations, RIAA, Vol. XIX, pp. 193-194, para. 122.

forward — in respect of both oil exploration and fisheries³⁵ — are doubtless intended to establish that Peru cannot complain about a situation from which it has benefited; in reality, what they show above all is that, given the significant amount of natural resources in the zone in dispute, it would be particularly inequitable to deprive Peru of a considerable part of the maritime areas — and, hence, resources — to which it is entitled.

[Slide series 2: The cut-off effect of the Chilean line]

II. A clear violation of the principle of non-encroachment

9. Mr. President, in its 1969 dictum, the Court, after noting that any delimitation must be carried out in conformity with equitable principles³⁶, pointed out that

“delimitation is to be effected . . . in such a way as to leave as much as possible to each Party all those parts of the continental shelf that constitute a natural prolongation of its land territory” (*North Sea Continental Shelf (Denmark/Federal Republic of Germany; Netherlands/Federal Republic of Germany)*, Judgment, *I.C.J. Reports 1969*, p. 53, para. 101)³⁷.

29

10. I shall return in a few moments to the first of these guidelines — which implies an equitable division of the two coastal States’ maritime entitlements. But with your permission, Mr. President, I shall first turn to the second guideline: the principle of non-encroachment, which is inseparable from that of the non-amputation of the seaward projection of the coasts of a coastal State.

11. This principle of non-encroachment “by one party on the natural prolongation of the other, which is no more than the negative expression of the positive rule that the coastal State enjoys sovereign rights over the continental shelf off its coasts to the full extent authorized by international law in the . . . circumstances” (*Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)*, Judgment, *I.C.J. Reports 1985*, pp. 39-40, para. 46)³⁸, this principle was enunciated as far back as

³⁵CMC, paras. 2.135-2.143.

³⁶See above, para. 5.

³⁷Cited also in CMC, pp. 123-124, p. 2.161.

³⁸See also *Delimitation of the Maritime Boundary between Guinea and Guinea-Bissau*, Award of 14 February 1985, United Nations, *RIAA*, Vol. XIX, p. 187, para. 103; *Delimitation of Maritime Areas between Canada and France (Saint-Pierre-et-Miquelon)*, Decision of 10 June 1992, United Nations, *RIAA*, Vol. XXI, pp. 286-287, para. 57; Arbitration between Barbados and the Republic of Trinidad and Tobago, relating to the *Delimitation of the exclusive economic zone and the continental shelf between them*, Decision of 11 April, 2006, United Nations, *RIAA*, Vol. XXVII, p. 243, para. 375; or see also *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*, Judgment of 19 November 2012, para. 215.

1969; since then, it has been applied consistently by the Court itself and by other international tribunals, and the relevant jurisprudence has slowly but surely forged the contemporary law of maritime delimitation. Recently, the International Tribunal for the Law of the Sea, in the *Bangladesh/Myanmar* case, held that it was necessary to correct the cut-off effect produced on the maritime entitlement of a State as a result of the concavity of its coast³⁹. And in your Judgment of 19 November 2012, you held

“that the achievement of an equitable solution requires that, so far as possible, the line of delimitation should allow the coasts of the Parties to produce their effects in terms of maritime entitlements in a reasonable and mutually balanced way (*Maritime Delimitation in the Black Sea (Romania v. Ukraine)*, Judgment, I.C.J. Reports 2009, p. 127, para. 201)” (*Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*, Judgment of 19 November, para. 215).

“An equitable solution requires that each State enjoy reasonable entitlements in the areas into which its coasts project.” (*Ibid.*, para. 216.)

30

12. Mr. President, according to a principle cherished by Napoleon — and not long ago corrected by Sir Michael Wood⁴⁰ — “a good sketch is better than a long speech”. The sketch-map now being projected is revealing: if the maritime boundary between Chile and Peru were fixed at parallel 18° 21' 00" S, the distance between this line and the port of Vila Vila — situated 45 km from the endpoint of the land boundary [images 6-9] — would be 17 nautical miles; [images 10-13] it would still be only 100 nautical miles beyond Mollendo — which is 235 km from the boundary; [images 14-17] and it is only at a distance of approximately 550 km that the Peruvian coast could finally be projected up to a maximum limit of the maritime areas to which Peru is entitled, i.e., 200 nautical miles [images 18-21]. Chile, for its part, claims the whole of its “entitlement” (as I have already mentioned in this hall, this excellent English word unfortunately has no exact equivalent in French⁴¹) — hence, if Chile takes the whole of its entitlement, from the endpoint of the land boundary, there could hardly be a more clear-cut case of encroachment.

³⁹*Dispute concerning Delimitation of the Maritime Boundary between Bangladesh and Myanmar in the Bay of Bengal (Bangladesh/Myanmar)*, ITLOS, Judgment of 14 March 2012, para. 292.

⁴⁰See *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*, Application by Honduras for Permission to Intervene, CR 2010/21, pp. 14-15, para. 23 (Wood)

⁴¹See *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*, CR 2012/15 corr., p. 40, para. 15 (Pellet); see also ITLOS, *Dispute concerning delimitation of the maritime boundary between Bangladesh and Myanmar in the Bay of Bengal (Bangladesh/Myanmar)*, ITLOS, 24 Sept. 2011, ITLOS/PV.11/15(F), p. 11, lines 6-116 (Pellet).

13. The inequitable character of the line defended by Chile is made all the greater by the fact that, by disputing the sovereign rights appertaining to Peru in the outer triangle, it seeks by the same token to deprive Peru of a portion of the maritime areas appertaining to it *ipso jure* by virtue of the fact that they are situated within 200 nautical miles from its coasts.

[End of slide series 2 — Slide series 3: The highly unequal division of the area of overlap resulting from the Chilean line (I) (animation)]

III. A highly unequal division of overlapping areas

14. Mr. President, the other key guideline provided by the Court in its 1969 Judgment on delimitation, as a requirement for an equitable solution, is that of the balanced division of the maritime zones to which each of the Parties may lay claim.

31 15. It bears repeating that, in its 1969 Judgment, the Court, in enunciating this principle, stated that it was necessary to “leave as much as possible to each Party all those parts of the continental shelf that constitute a natural prolongation of its land territory into and under the sea” (*North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Denmark; Federal Republic of Germany/Netherlands), Judgment, I.C.J. Reports 1969*, p. 53, para. 101). Once again, this is without doubt a firmly established principle of the law of maritime delimitation, to which Chile is also once again blithely indifferent.

16. The Arbitral Tribunal which ruled on the *Saint-Pierre-et-Miquelon* case between Canada and France clearly stated the relevant case law:

“The principle of non-encroachment was introduced in the Judgment rendered by the International Court of Justice in the *North Sea Continental Shelf* cases. In the operative part of that Judgment, the Court held that delimitation is to be effected ‘in such a way as to leave as much as possible to each Party all those parts of the continental shelf that constitute a natural promulgation of its land territory into and under the sea, without encroachment on the natural prolongation of the land territory of the other.’” (*North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Denmark; Federal Republic of Germany/Netherlands), Judgment, I.C.J. Reports 1969*, para. 101, (C) (1).)⁴² [Translation by the Registry.]

The Tribunal goes on to refer to the passage from *Libya/Malta* that I cited a little while ago⁴³.

⁴²*Delimitation of maritime areas between Canada and France (Saint-Pierre-et-Miquelon)*, Decision of 10 June 1992, United Nations, RIAA, Vol. XX1, pp. 286-287, para. 57.

⁴³See above, para. 11.

32

17. Several arbitral tribunals have referred to the case law of the Court and have applied the principle that the State must not, and I quote, “be prevented from projecting its maritime territory as far seawards as is permitted by international law”⁴⁴. And, in its unanimous 2009 Judgment in *Romania v. Ukraine*, the Court observed that the provisional equidistance line drawn by the Court had the merit of not “significantly [curtailing] the entitlement of the other Party to the continental shelf and the exclusive economic zone”, “as it allows the adjacent coasts of the Parties to produce their effects, in terms of maritime entitlements, in a reasonable and mutually balanced way” (*Maritime Delimitation in the Black Sea (Romania v. Ukraine)*, Judgment, *I.C.J. Reports 2009*, p. 127, para. 201). On the other hand, in *Nicaragua v. Colombia*, after recognizing that “the achievement of an equitable solution requires that, so far as possible, the line of delimitation should allow the coasts of the Parties to produce their effects in terms of maritime entitlements in a reasonable and mutually balanced way” (*Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*, Judgment of 19 November 2012, para. 215), you held that:

“[t]he effect of the provisional median line is to cut Nicaragua off from some three quarters of the area into which its coast projects. Moreover, that cut-off effect is produced by a few small islands which are many nautical miles apart.”

Consequently, you concluded “that the cut-off effect is a relevant consideration which requires adjustment or shifting of the provisional median line in order to produce an equitable result” (*ibid.*).

[Image 23]

18. In this case, the line defended by Chile [image 24] increases the latter’s maritime zone by 38,324 sq km [image 25] — which corresponds to the zone situated south of parallel 18° 21' 00" S shown in dark blue on the screen [images 25-27], and the same line cuts off some 67,000 sq km from Peru’s maritime zone, which is roughly equivalent to the surface area of Ireland. The difference between these two figures is explained by the fact that Chile seeks not only to project its coasts westwards, in a perpendicular line, without regard for the general configuration of the coasts

⁴⁴*Delimitation of the maritime boundary between Guinea and Guinea-Bissau*, Award of 14 February 1985, United Nations, *RIAA*, Vol. XIX, p. 187, para. 104, and p. 191, para. 115. [Translation by the Registry]

33

of the Parties — which is, however, an essential aspect of the matter⁴⁵ — but also to dispute Peru’s sovereign entitlement to a zone of more than 28,000 sq km, to which it can itself lay no claim (and does not do so — at least in terms of its continental shelf or exclusive economic zone); but this zone is situated within 200 nautical miles of the Peruvian coasts. Need I reiterate, Mr. President, that up to that distance, the sovereign rights of a coastal State to its continental shelf are both “unconditional” in the sense that they “do not depend on occupation, effective or notional, or on any express proclamation” and “exclusive in the sense that if the coastal State does not explore the continental shelf or exploit its natural resources, no one may undertake these activities without the express consent of the coastal State”⁴⁶, as is stated in Article 77 of the Convention on the Law of the Sea. I shall come back to this in my next address — but it is already clear that this involves a total denial of Peru’s right to project its coasts seawards.

[End of slide series 3 — Slide series 4: The highly unequal division of the area of overlap resulting from the Chilean line (II)]

19. The inequitable character of this claim is brought out with particular clarity by the sketch-map being projected at this moment. [Image 29] It shows the overlap between the entitlements of Chile and Peru; [image 30] it covers an area of roughly 170,000 sq km. [Images 31-32] The Chilean line has the effect of leaving some 46,500 sq km to Peru and . . . 118,500 sq km to Chile — the ratio is one of 0.39 to 1, whereas the relevant coasts are roughly equal in length. [Image 33] And, let me repeat, the Respondent, on top of all this, wishes to amputate more than 28,000 sq km of Peru’s maritime domain, this being the surface area of the outer triangle. This is a far remove, Mr. President, from anything potentially resembling a reasonable and balanced division of the area of overlap.

⁴⁵*Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)*, Judgment, I.C.J. Reports 1982, p. 61, para. 74; *Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)*, Judgment, I.C.J. Reports 1984, pp. 330-331, para. 205; *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening)*, Judgment, I.C.J. Reports 2002, pp. 443-445, para. 295; *Territorial and Maritime Dispute between Nicaragua and Honduras in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Honduras)*, Judgment, I.C.J. Reports 2007 (II), p. 747, para. 289; *Maritime Delimitation in the Black Sea (Romania v. Ukraine)*, Judgment, I.C.J. Reports 2009, p. 89, para. 77; and *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*, Judgment of 19 November 2012, para. 140.

⁴⁶Art. 77, paras. 2 and 3, of the United Nations Convention of the Law of the Sea. See, in particular, *North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Denmark; Federal Republic of Germany/Netherlands)*, Judgment, I.C.J. Reports 1969, p. 22, para. 19, and p. 29, para. 39; and *Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. Turkey)*, Judgment, I.C.J. Reports 1978, p. 36, para. 86.

34

20. It is true that, as was famously stated by the Court, “[e]quity does not necessarily imply equality. There can never be any question of completely refashioning nature” (*North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Denmark; Federal Republic of Germany/Netherlands), Judgment, I.C.J. Reports 1969*, p. 49, para. 91). But it is not at all unreasonable to apply to this case the reasoning followed by the Court in its 1969 Judgment — which I can adapt without difficulty and without distortion to the facts of the case, even though that reasoning led to a contrary conclusion. In the present case, there are two States whose relevant coasts are comparable in length and which, therefore, have been given broadly equal treatment by nature, except that, if a parallel is followed, one of the States (Peru) would not receive treatment equal or comparable to that received by the other. Here indeed is a case where, in a situation of equality, an inequity is created. What is unacceptable in this instance is that one State possesses significantly different rights to those of its neighbour in respect of a 200-nautical-mile zone, merely because the delimitation method used entails a particularly unequal division of the area of overlap, even though the relevant coasts are comparable and in fact equal in length. It is therefore not a question of totally refashioning geography but, on the contrary, given a geographical situation of quasi-equality between two States, of ensuring a balanced division of the maritime areas concerned, without infringing their respective rights to a continental shelf and an exclusive economic zone, since there can be no justification for a blatant difference of treatment⁴⁷. These points strengthen our case, Mr. President, with regard to the non-existence of a delimitation agreement: it is inconceivable that the two States could have agreed on such a grossly inequitable delimitation.

21. These considerations are in fact sufficient to render totally invalid Chile’s pseudo-method of delimitation, based on the geographical parallel. On the other hand, the geographical circumstances are particularly well suited to the tried and tested equidistance/relevant circumstances reference method which, for its part, yields a result that is both reasonable and perfectly equitable, as Mr. Bundy demonstrated yesterday.

⁴⁷See *North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Denmark; Federal Republic of Germany/Netherlands), Judgment, I.C.J. Reports 1969*, pp. 49-50, para. 91.

22. It also falls to Mr. Bundy to continue Peru's presentation, if you would be good enough to give him the floor again, Mr. President. For my part, Members of the Court, I thank you again for your kind attention.

The PRESIDENT: Thank you, Professor. I give the floor to Mr. Bundy. You have the floor.

Mr. BUNDY: Thank you, Mr. President.

LE POINT DE DÉPART DE LA DÉLIMITATION MARITIME

Introduction

1. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs de la Cour, hier, ainsi que M. Pellet l'a rappelé, j'ai exposé la justification juridique et géographique de la position du Pérou, suivant laquelle la frontière maritime entre les Parties devrait être délimitée sur la base d'une ligne d'équidistance. J'examinerai à présent la question du point de départ de cette délimitation maritime.

35

2. Cette question est importante pour deux raisons. Premièrement, les délimitations de frontières maritimes entre Etats ayant des côtes adjacentes commencent au point où leur frontière terrestre rencontre la mer. Pour que la Cour puisse délimiter la frontière maritime entre les Parties en la présente espèce, il lui faut donc savoir quel est le point de départ de la frontière terrestre tel qu'établi dans les instruments pertinents ayant trait à la délimitation de celle-ci. Deuxièmement, l'argument du Chili selon lequel il existe déjà une frontière maritime qui suit un parallèle de latitude est sérieusement remis en cause par le fait que la ligne et les prétentions de cet Etat ne commencent pas au point où la frontière terrestre rencontre la mer, mais en un point situé au nord du point extrême de cette frontière et, partant, dans une zone qui relève exclusivement de la souveraineté du Pérou.

3. Jamais le Pérou n'a souscrit à pareille situation. Les Parties n'ont pas non plus modifié les termes du traité portant délimitation de leur frontière terrestre. De plus, il est un principe juridique très clair suivant lequel la terre domine la mer. Autrement dit, les espaces maritimes situés au large de la côte du Pérou appartiennent à celui-ci, et non au Chili.

Le traité de Lima de 1929 délimitant la frontière terrestre

4. Les deux Parties conviennent que leur frontière terrestre a été entièrement délimitée par le traité de Lima de 1929, traité qui demeure pleinement en vigueur et continue de produire tous ses effets. Ainsi que le Chili l'a confirmé dans son contre-mémoire, «[c]e traité portait règlement définitif de tous les contentieux antérieurs relatifs à la frontière terrestre»⁴⁸. Or, à l'article 2 du traité de 1929 — qui est actuellement projeté à l'écran et figure sous l'onglet n° 67 du dossier de plaidoiries —, la ligne frontière a été décrite comme suit :

[Projection : extrait du par. 2.3 de la RP.]

«Le territoire de Tacna de Arica sera divisé en deux parties, la région de Tacna étant attribuée au Pérou et celle d'Arica au Chili. La ligne de démarcation entre ces deux parties et, en conséquence, la frontière entre les territoires du Chili et du Pérou, partira d'un point de la côte qui sera appelé «Concordia», à une distance de dix kilomètres au nord du pont de la Lluta.»⁴⁹

L'article 3 de ce même instrument prévoyait que la ligne frontière mentionnée à l'article 2 serait déterminée et marquée sur les lieux au moyen de bornes, par une commission mixte composée d'un membre de chaque pays ; cette disposition avait donc trait, pour l'essentiel, à la phase de démarcation du processus.

36

5. Quoiqu'il fût clairement indiqué, à l'article 2, que la frontière terrestre commençait en un point de la côte devant être appelé «Concordia», à la suite de la conclusion du traité, la question s'est posée au sein de la commission mixte de savoir comment ce point devait être déterminé, et comment la frontière terrestre devait être démarquée sur les lieux dans le secteur le plus proche de la mer. [Projection : figure R-2.1.] Le délégué du Chili à la commission était d'avis que la frontière devait y suivre un parallèle de latitude, à dix kilomètres plein nord du pont ferroviaire mentionné dans le traité. Le délégué du Pérou considérait, quant à lui, que le dernier secteur de la ligne frontière devait suivre un arc de cercle, dont chaque point serait distant de dix kilomètres du pont. Ces deux positions sont illustrées sur la carte actuellement projetée à l'écran, qui figure sous l'onglet n° 68 du dossier de plaidoiries : celle du Chili est représentée en bleu, et celle du Pérou, en rouge, les deux lignes se prolongeant jusqu'à la côte.

⁴⁸ CMC, par. 2.9 ; voir également RP, par. 2.89 a) et DC, par. 2.163, où le Chili indique que «[l]e Chili et le Pérou ont délimité l'intégralité de leur frontières terrestre à l'article 2 du traité de Lima de 1929», ainsi que DC, par. 2.192, où le Chili répète que «la frontière terrestre entre les Parties a été pleinement délimitée et matérialisée par le traité de Lima de 1929 et le rapport final de 1930».

⁴⁹ MP, annexe 45.

6. Cette question a été tranchée au mois d'avril 1930, lorsque les ministres des relations extérieures des deux Etats sont convenus de donner à leurs délégués au sein de la commission mixte des directives identiques. La partie pertinente de ces directives est reproduite sous l'onglet n° 69 du dossier de plaidoiries, et elle se lit comme suit :

[Projection.]

«Borne frontière Concordia — Point de départ, sur la côte, de la ligne frontière.

Pour fixer ce point :

Mesurer dix kilomètres à partir du premier pont de la ligne de chemin de fer Arica-La Paz, qui passe sur la Lluta, en direction du nord, à Pampa de Escritos, et tracer jusqu'à la côte un arc d'un rayon de 10 kilomètres vers l'ouest, dont le centre sera le pont susmentionné, de sorte que tout point de l'arc se trouve à 10 kilomètres de distance dudit pont.

Le point où l'arc ainsi tracé rencontrera la côte sera le point de départ de la ligne de délimitation entre le Pérou et le Chili.

Une borne frontière sera placée en un quelconque point de l'arc, aussi près que possible de la mer mais à l'abri de l'action destructrice des flots.⁵⁰»

7. Ces directives ont permis de déterminer clairement le tracé de la portion de la frontière terrestre la plus proche de la côte. Cette portion devait prendre la forme d'un arc d'un rayon de dix kilomètres mesuré à partir du centre du pont, et non d'un parallèle ; l'arc ainsi tracé se poursuivait «jusqu'à la côte», et son intersection avec celle-ci — qui, aux termes de l'article 2 du traité de Lima, devait être appelée point Concordia — constituait le point de départ de la frontière terrestre sur la côte. Il ne s'agissait donc pas d'un quelconque point situé à l'intérieur des terres.

37

8. Les membres de la commission mixte ont ensuite été chargés de démarquer la frontière sur le terrain et, dans ce cadre, de déterminer l'emplacement d'une série de bornes frontières. Comme cela était précisé dans les directives communes des deux ministres des relations extérieures, aux fins de la démarcation, une borne frontière devait être placée en un quelconque point de l'arc, près de la mer, mais à une distance suffisante du littoral proprement dit, pour qu'elle ne soit pas détruite par les flots. Ce point allait devenir la borne frontière n° 1, ou *Hito* n° 1.

9. Il s'agit là d'un élément essentiel. En effet, la thèse du Chili est celle d'une frontière maritime préexistante qui suit un parallèle de latitude en direction du large, non pas à partir du

⁵⁰ MP, annexe 87.

point où la frontière terrestre rencontre le littoral — le point Concordia —, mais à partir de la première borne frontière — *Hito* n° 1 —, qui avait été placée plus à l'intérieur des terres pendant le processus de démarcation de la frontière. Cette assertion ne tient pas. En réalité, la frontière maritime entre les Parties doit commencer, ainsi que le prévoit l'article 2 du traité de 1929, au point où la frontière terrestre rencontre le littoral, c'est-à-dire en «un point de la côte qui sera appelé «Concordia»», et non en un point situé à l'intérieur des terres ou plus au nord, sur le territoire du Pérou.

10. Les travaux techniques effectués par la commission mixte en 1930 ont eux aussi confirmé que telle était bien l'intention des Parties. Parmi ces travaux, une série de croquis ont en effet été établis — et signés par le représentant du Chili à la commission —, croquis sur lesquels était représentée la partie de la frontière terrestre la plus proche de la mer ; le croquis pertinent est actuellement projeté à l'écran, et il figure sous l'onglet n° 70 du dossier de plaidoiries.

11. Comme on le voit sur cette carte, la frontière terrestre suit bel et bien un arc jusqu'à la côte. Elle ne commence, ni ne se termine, à la borne n° 1 ; elle ne suit pas non plus un parallèle de latitude entre cette borne et la côte, mais un arc de 10 kilomètres mesuré à partir du pont. L'élément essentiel à retenir est que la première borne frontière a été volontairement placée sur l'arc, mais à une certaine distance de la côte, de sorte qu'elle ne soit pas détruite par l'océan ; à l'évidence, il s'agissait là d'une décision pratique frappée au coin du bon sens.

L'emplacement du point Concordia en tant que point de départ de la frontière maritime

[Projection : figure R-2.9.]

38

12. Dans sa réplique, le Pérou a défini l'emplacement du point Concordia par des coordonnées géographiques. Sur l'image satellite actuellement projetée à l'écran, qui figure sous l'onglet n° 71 du dossier de plaidoirie, on voit que ce point se trouve sur la laisse de basse mer de la côte. Il coïncide également avec le point le plus au sud des lignes de base du Pérou, tel que mentionné dans la loi péruvienne de 2005 relative aux lignes de base, texte dans lequel il est appelé «point 266»⁵¹.

⁵¹ MP, annexe 23.

13. En 2005, le Pérou a invité le Chili à vérifier l'exactitude des coordonnées du point 266 en tant que point Concordia⁵². Le Chili n'a pas fait suite à cette invitation, alléguant que le point 266 ne correspondait pas à ce qui, selon lui, étaient les mesures effectuées par les deux pays, et que le Pérou cherchait, on ne sait trop comment, à modifier la ligne frontière convenue⁵³.

14. Avec tout le respect dû à mes contradicteurs, rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité. Les seules «mesures» que les Parties ont effectuées conjointement étaient celles qui visaient à établir des croquis à grande échelle dans le cadre des travaux effectués par la commission mixte en 1930, et je viens de vous en montrer un. Or, il ressort clairement de ces cartes que la frontière terrestre suivait un arc, et ce, jusqu'au littoral.

15. Même en la présente procédure, le Chili ne veut pas dire à la Cour quel est l'emplacement du point Concordia. Et pourquoi pas ? Je vous le demande. Eh bien, la raison me semble évidente. Le Chili sait fort bien que le fait que la frontière terrestre passe par le point Concordia est tout à fait incompatible avec son argument selon lequel la frontière maritime entre les Parties commence à partir de la côte en suivant un parallèle de latitude situé au nord dudit point, sur un territoire qui relève exclusivement de la souveraineté du Pérou.

L'argument erroné du Chili selon lequel la borne n° 1 serait le point extrême de la frontière terrestre sur le littoral

16. Cela étant dit, je relèverai que les arguments du Chili concernant le point extrême de la frontière terrestre ont varié au gré de ses écritures. Dans son contre-mémoire, le Chili soutenait ce qui suit, cet extrait étant reproduit sous l'onglet n° 72 du dossier de plaidoiries :

[Projection : citation.]

«La frontière terrestre a été déterminée et démarquée sur toute sa longueur, la borne n° 1 en marquant le point extrême sur le littoral, conformément à l'accord intervenu entre les Parties.»⁵⁴.

39

17. Ainsi que je l'ai démontré, cette assertion est tout à fait inexacte. En la formulant, le Chili fait fi du libellé de l'article 2 du traité de 1929, qui dispose que la frontière commence en un point de la côte devant être appelé Concordia, et non en un point situé à l'intérieur des terres. Il fait

⁵² RP, annexe 78.

⁵³ CMC, annexe 107.

⁵⁴ CMC, par. 2.16.

fi des directives données par les deux ministres des relations extérieures, suivant lesquelles la frontière suit un arc jusqu'au point où elle rencontre le littoral. En outre, il fait fi des croquis, signés par son propre représentant à la commission mixte, sur lesquels apparaît l'arc formé par la frontière qui se prolonge vers le sud-ouest, au-delà d'*Hito* n° 1, jusqu'à la côte. Enfin, il fait fi des propres cartes officielles du Chili qui, jusqu'en 1989 tout au moins, représentaient correctement la frontière terrestre comme se prolongeant le long de l'arc jusqu'à la mer.

Les changements dans la cartographie du Chili

18. J'aimerais rappeler à la Cour comment le Chili a traité cette question d'un point de vue cartographique ; je parle de la question de la frontière terrestre.

[Projection : figure n° R-2.13.]

19. La carte projetée à l'écran, qui figure aussi sous l'onglet n° 73, est une carte officielle d'Arica publiée par le Chili en 1966. La partie pertinente de cette carte a été agrandie, et l'on peut y voir que la frontière terrestre se poursuit le long de l'arc au-delà de la borne n° 1, jusqu'au point Concordia sur la côte. Celui-ci ne se trouve donc pas au même endroit que la borne n° 1. A noter, au passage, que rien sur cette carte n'indique l'existence d'une frontière maritime.

[Projection : figure R-2.14.]

20. En 1989, le Chili a publié une autre carte à grande échelle de la région d'Arica, qui figure sous l'onglet n° 74 et représente elle aussi très clairement — nous l'avons surlignée en jaune — la frontière terrestre sous la forme d'un arc qui s'étend au sud-ouest de la borne n° 1 jusqu'à la côte ; là encore, rien ne donne à penser qu'il existerait une frontière maritime.

[Projection : figures n°s R-2.15 et R-2.14.]

21. En 1998, le Chili a cependant brusquement modifié sa cartographie. J'invite la Cour à examiner la carte chilienne n° 1111, qui apparaît à présent à l'écran et figure sous l'onglet n° 75. Deux changements très frappants y ont été apportés par rapport aux cartes plus anciennes du Chili. D'abord, celui-ci a effacé la partie de la frontière terrestre située entre la borne n° 1 et la côte. Il l'a purement et simplement effacée. Ensuite, sans autre explication, il a ajouté une ligne en pointillé le long du parallèle de latitude passant par la borne n° 1 en direction de la mer, de manière à suggérer l'existence d'une frontière maritime entre les Parties qui suivrait ce parallèle.

40

22. Il s'agit manifestement du même parallèle que celui qui — à en croire ce qu'avance désormais le Chili — aurait été adopté dans la déclaration de Santiago 40 ans auparavant. Ce qui signifie qu'il aura aussi fallu plus de quarante ans au Chili pour faire apparaître cette ligne sur ses cartes. De plus, même lorsqu'il a commencé à représenter ce parallèle de latitude comme étant la frontière maritime, le Chili a dû escamoter la dernière partie de la frontière terrestre pour dissimuler le fait que sa prétendue frontière maritime ne commençait en réalité pas au point extrême de la frontière terrestre. Vous pouvez le constater en comparant les cartes de 1989 et de 1998. Toute cette manœuvre est tendancieuse et artificielle, et elle bat en brèche la thèse du Chili selon laquelle il existe une frontière maritime conventionnelle entre les Parties depuis 1952.

Le nouvel argument du Chili : la borne n° 1 en tant que point de référence aux fins de la délimitation de la frontière maritime

23. Les éléments de preuve détaillés présentés par le Pérou dans sa réplique ayant réfuté la thèse du Chili selon laquelle la borne n° 1 constitue le point extrême de la frontière terrestre sur la côte, le Chili n'a eu d'autre choix que de revoir sa position. Sa nouvelle tactique consiste à essayer de minimiser l'importance du fait que la frontière terrestre rencontre la côte au point Concordia en affirmant que les arguments avancés au sujet du point extrême de cette frontière terrestre sont sans importance⁵⁵.

24. Le Chili soutient désormais que l'emplacement du point où la frontière terrestre aboutit en mer est sans importance. Les Parties ont préféré — selon lui — utiliser la borne n° 1 comme point de référence pour la frontière maritime, indépendamment de l'endroit où se trouve le point extrême de la frontière terrestre. Je cite la duplique du Chili : «La frontière maritime entre les Parties commence donc au point où le parallèle passant par la borne n° 1 coupe la laisse de basse mer, indépendamment de l'emplacement effectif de celle-ci d'une année à l'autre.»⁵⁶

25. Pour étayer ce raisonnement tout à fait improbable, le Chili s'appuie sur une citation tronquée du point IV de la déclaration de Santiago, qu'il présente, je dois dire, d'une manière extrêmement tendancieuse, laquelle en dénature complètement le sens. Je me contenterai de citer

⁵⁵ DC, par. 2.156-2.157.

⁵⁶ *Ibid.*, par. 2.177.

deux exemples tirés de la duplique du Chili — ils figurent sous l'onglet n° 76 — mais, je puis assurer à la Cour qu'il y en a beaucoup d'autres du même ordre. Voici ce que dit le Chili :

[Projection : citations suivantes.]

41

«Pour l'application de l'article IV de la déclaration de Santiago, les Parties ont adopté ce même parallèle comme étant celui [et ensuite le Chili cite un extrait de l'article IV] *«passant par le point où aboutit en mer la frontière terrestre des Etats en cause»*⁵⁷, réitérant, plus loin :

«Pour [déterminer le tracé d'une frontière maritime], la Cour doit désigner le parallèle qui passe par le *«point où aboutit en mer la frontière terrestre des Etats en cause»*, aux termes de l'article IV de la déclaration de Santiago.»⁵⁸

26. Nos collègues de la Partie adverse semblent croire qu'en ne cessant de citer en la sortant de son contexte, une petite partie du point IV de la déclaration, on parvient à en changer le sens. Mais la Cour ne se laissera pas abuser. Permettez-moi de projeter à nouveau le passage pertinent du point IV afin d'illustrer le caractère fallacieux de l'argument avancé par le Chili. Je vous rassure, je ne donnerai pas une nouvelle fois lecture de cette disposition. Les mots que le Chili a choisis de citer sont surlignés, ce qui permet de replacer cette citation tronquée dans son véritable contexte et de voir en quoi l'interprétation que le Chili donne du point IV est incorrecte.

[Projection : article IV.]

27. (Onglet n° 77.) Dans nos exposés d'aujourd'hui, nous avons expliqué que le point IV ne concernait que les îles — et, plus précisément, les droits maritimes générés par les îles —, et qu'il n'avait nullement trait à la délimitation de frontières maritimes à vocation générale entre les Parties, comme le Chili voudrait le faire accroire à la Cour.

[Projection : figure n° R-4.2.]

28. La carte qui va maintenant être projetée à l'écran — et qui figure sous l'onglet n° 78 — illustre ce que, selon le Chili, les Parties ont accepté comme étant leur frontière maritime, aux termes du point IV de la déclaration de Santiago.

29. Je le répète une fois encore, cette proposition est totalement indéfendable. Non seulement, le Chili tente d'appliquer le point IV à une situation avec laquelle il n'a aucun rapport, mais la thèse qu'il défend débouche sur l'idée que la frontière maritime commencerait non pas en

⁵⁷ DC, par. 2.177 ; les italiques sont de moi.

⁵⁸ *Ibid.*, par. 2.190 ; les italiques sont de moi.

un point de la côte, là où la frontière terrestre aboutit en mer, mais à un point situé plus au nord, lequel relève incontestablement de la souveraineté territoriale du Pérou. La ligne que le Chili revendique comme frontière maritime vise donc à délimiter des eaux qui se trouvent au large d'une côte exclusivement péruvienne, thèse qui ne repose sur aucun fondement factuel ou juridique.

42

30. Dans sa duplique, le Chili soutient que la position du Pérou selon laquelle la frontière maritime doit commencer à la laisse de basse mer, là où la frontière terrestre aboutit en mer, c'est-à-dire au point Concordia, n'est confirmé par aucune source faisant autorité⁵⁹. Et pourtant, D'un point de vue juridique, cette position n'appelle pas de commentaires.

31. La Cour connaît parfaitement le principe fondamental selon lequel, en matière de droits maritimes, «la terre domine la mer», ou, comme elle l'a énoncé dans l'arrêt fréquemment cité qu'elle a rendu dans les affaires de la *Mer du Nord*, «la terre est la source juridique du pouvoir qu'un Etat peut exercer dans les prolongements maritimes»⁶⁰. En l'affaire *Tunisie/Libye*, la Cour a également souligné que «[c'était] donc en partant de la côte des Parties qu'il [fallait] rechercher jusqu'où les espaces sous-marins relevant de chacune d'elles s'étend[ai]ent vers le large» (*Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)*, arrêt, C.I.J. Recueil 1982, p. 61, par. 74). Je citerai également la sentence rendue dans l'*Arbitrage du Canal de Beagle*, selon laquelle «le titre sur un territoire s'accompagne automatiquement de la juridiction sur les eaux, le plateau continental et les zones sous-marines adjacentes qui en relèvent et «la juridiction maritime n'existe pas en soi, en tant que notion distincte et indépendante de la juridiction territoriale»⁶¹ [traduction du Greffe]. Ce principe ne souffre aucune contestation.

32. C'est donc la côte qui génère les droits maritimes, et non les droits maritimes qui déterminent l'Etat auquel elle appartient. Bien qu'il puisse se révéler, nécessaire de délimiter les zones dans lesquelles se chevauchent les droits d'Etats contigus, le Chili ne saurait se voir attribuer des droits sur des zones situées au large d'une côte appartenant exclusivement au Pérou. Or, tel est

⁵⁹ DC, par. 2.182.

⁶⁰ *Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/Danemark) (République fédérale d'Allemagne/Pays-Bas)*, arrêt, C.I.J. Recueil 1969, p. 51, par. 96. Voir également, *Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine)*, arrêt, C.I.J. Recueil 2009, p. 89, par. 77 ; et *Différend relatif à la délimitation de la frontière maritime entre le Bangladesh et le Myanmar dans le golfe du Bengale, (Bangladesh/Myanmar)*, TIDM, arrêt du 14 mars 2002, p. 61, par. 185.

⁶¹ Nations Unies, *Recueil des sentences arbitrales*, vol. XXI, 2006, p. 80, par. 6.

le résultat que la partie adverse demande à la Cour d'entériner, et ce, alors même qu'il convient que le traité de 1929 délimitant la frontière terrestre n'a jamais été modifié⁶².

33. Conscient de la fragilité de cette position, le Chili a tenté de minimiser l'importance de cette question en présentant comme insignifiant le segment de côte allant du point Concordia au parallèle passant par la borne n° 1⁶³.

43

34. Quelles que soient la longueur de la côte et l'étendue de la zone en question, il s'agit là, pour le Pérou, d'une question de principe extrêmement importante, comme l'a souligné l'agent dans son exposé introductif. J'ai, rappelé tout à l'heure que les Parties s'accordaient sur le fait que le traité de Lima de 1929 avait pleinement délimité leur frontière terrestre. En application de cet instrument, le point extrême de ladite frontière est le point Concordia, et non la borne n° 1, ou encore le point d'intersection entre le parallèle de latitude passant par cette borne et la côte. Il s'ensuit que la frontière maritime entre les Parties, dont j'ai décrit hier le tracé — c'est-à-dire, la ligne d'équidistance —, doit commencer au point Concordia. C'est la raison pour laquelle j'ai jugé important — le Pérou a jugé important — d'explicitier le résultat du traité de Lima de 1929 en tant qu'accord de délimitation.

L'argument du Chili relatif à la compétence

35. Le dernier argument avancé par le Chili concernant le point de départ de la délimitation maritime a trait à la compétence de la Cour. Selon le Chili, étant donné que la délimitation et la démarcation de la frontière terrestre ont été réglées et demeurent «régies» par les accords de 1929 et 1930, les questions concernant cette frontière ne sont pas, en vertu du pacte de Bogotá, du ressort de la Cour⁶⁴.

36. Je répondrai à cet argument par deux brèves observations. Tout d'abord, le Chili n'a pas demandé à la Cour d'écarter un quelconque aspect de la présente espèce en invoquant son incompetence. Ensuite, le Pérou ne conteste nullement l'accord intervenu en 1929-1930 : il cherche simplement à le voir appliquer comme il se doit, conformément à son texte clair et ordinaire.

⁶² DC, par. 2.161 et 2.163.

⁶³ *Ibid.*, par. 2.179.

⁶⁴ *Ibid.*, par. 2.196.

37. En résumé, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs de la Cour, *i*) le point convenu en vertu du traité de Lima de 1929 comme étant celui où la frontière terrestre aboutit en mer est le point Concordia, *ii*) les Parties n'ont jamais modifié ce traité, *iii*) le point Concordia doit donc être le point de départ de la délimitation maritime et *iv*) outre qu'il est erroné, l'argument du Chili selon lequel les Parties sont convenues d'une frontière maritime commençant en un point situé au nord du point Concordia, en territoire péruvien, est tout à fait incompatible, non seulement avec la déclaration de Santiago de 1952, mais aussi avec le traité de 1929.

38. Monsieur le président, ceci conclut mon intervention. Je remercie la Cour de son attention. Peut-être le moment est-il venu de faire une pause, avant que M. Pellet ne présente le dernier exposé du premier tour de plaidoiries du Pérou.

44 Le PRESIDENT : Je vous remercie, M. Bundy. M. Pellet prendra la parole après la pause. L'audience est suspendue pour 20 minutes.

L'audience est suspendue de 16 h 30 à 16 h 50.

The PRESIDENT: Please be seated. I invite Professor Pellet to the Bar. You have the floor, Sir.

Mr. PELLET:

THE "OUTER TRIANGLE"

1. Mr. President, Members of the Court, in addition to all the reasons which make the line defended by Chile unlawful and inequitable — unlawful *because* it is inequitable — which my colleagues have already explained, there is yet another, which is particularly striking: the denial of Peru's rights over a maritime area of more than 28,000 sq km, which lies at a distance of less than 200 nautical miles from its coasts, but more than 200 nautical miles from the coast of Chile, in an area in which Chile has no claim to any title whatsoever. We have termed this the "outer triangle", while Chile obstinately describes it, in a phrase indicative of wishful thinking, as the *alta mar*, thus asserting something which it would need to demonstrate: namely that this area over which Peru's sovereign rights seem unquestionable is governed by the law of the high seas. This, Mr. President, is the subject of my intervention — my last, you will be pleased to hear — this afternoon.

2. Before addressing the substantial issues, I should like to deal with an artificial problem, which does not seem to me to be of great interest, but to which our friends on the other side of the Bar appear to attach a degree of importance. It concerns Peru's second submission, by which the Court is requested to adjudge and declare that:

“Beyond the point where the common maritime border ends, Peru is entitled to exercise exclusive sovereign rights over a maritime area lying out to a distance of 200 nautical miles from its baselines.”⁶⁵

45 In its written pleadings, Chile engages in a learned discussion about whether this is a primary submission or a submission in the alternative⁶⁶.

3. As Peru explained in its Reply, these two submissions are independent rather than alternative and the second stands on its own⁶⁷. Be that as it may, this does not appear to me to be of crucial importance: the request concerning the outer triangle is in any event a submission — and Chile does not dispute that it is admissible (it even explicitly acknowledges that it is⁶⁸); consequently, the answer to the question of whether it is primary or alternative is of no great significance. It is primary if, as we hope and believe, the Court allows Peru's first submission, by which it requests the Court to decide that the maritime boundary between the Parties is constituted by the equidistance line “up to a point situated at a distance of 200 nautical miles from [the] baselines”⁶⁹. Perhaps if the Court, though this is surely impossible, were not to allow or only partially to allow Peru's first submission, then it is true that the submission concerning the outer triangle would be alternative. But does that really matter, Mr. President?

4. In any case, the two submissions are different in nature: the first relates to the delimitation of maritime areas over which the two States have overlapping titles; by contrast, the purpose of the second is to request the Court to declare that Peru possesses sovereign rights up to the 200-nautical-mile limit from its baselines, which Chile contests, even though for its part it has no claim to any rights in that area.

⁶⁵RP, p. 331.

⁶⁶CMC, p. 8, para. 1.16 and pp. 98-99, paras. 2.110-2.112 and RC, p. 251, para. 7.3.

⁶⁷RP, pp. 297-305, paras. 6.6-6.20.

⁶⁸RC, p. 251, para. 7.3.

⁶⁹RP, p. 331.

46

5. A second preliminary point merits a few words. I have just said that Chile does not dispute that Peru's second submission is admissible. It would perhaps be more accurate to say that it does not do so openly. In fact it declares several times that it has no claim over the outer triangle — "Chile has no maritime zone or other maritime claim in the *alta mar* area"⁷⁰ — and on that basis makes a show of sanctimoniously asking itself: "If Peru is as confident in its position as its pleadings suggest, why is Peru even asking the Court for a declaration of its rights?"⁷¹ If this were intended to form the germ of an argument seeking to attempt to convince you, Members of the Court, that there is no dispute on this point between the Parties or that, if there were a dispute, it is between Peru and the entire world⁷², do not be deceived: contrary to Chile's assertions, the question of the outer triangle does indeed constitute a *bilateral* — and purely bilateral — dispute between the Parties which stand before you: it is indeed Peru which has sovereign rights over this broad maritime area and which intends to have them recognized. And it is indeed Chile, and Chile alone, which is denying these rights — which quite obviously no other State is claiming; Chile, and Chile alone, which is denying them to Peru, and only Peru, and which wishes to prevent it from exercising them. It is also Chile, and Chile alone, which claims to exercise in this area rights which it believes it holds by virtue of being a coastal State (and to impose corresponding obligations on other States and their nationals, including those of Peru). Those self-proclaimed rights and obligations are totally incompatible with Peru's sovereign and exclusive rights in this zone, as I shall show in more detail in a moment.

6. However, this brings me to a third preliminary point. Chile groups those rights which it intends to exercise, and those obligations which it intends to impose on other States in maritime areas which are not subject to its jurisdiction, under the general and rather intriguing term of "Presential Sea" (*mar presencial*). In this regard, I should like to recall that the Court is not in any sense called upon to take a position on the lawfulness or otherwise of this concept under the contemporary international law of the sea⁷³. What Peru contests is Chile's desire to put into

⁷⁰RC, p. 251, para. 7.5.

⁷¹*Ibid.*

⁷²See CMC, pp. 105-107, paras. 2.127-2.130 and p. 108, para. 2.133 and RC, pp. 251-252, paras. 7.4-7.6, pp. 270-271, para. 7.41 and p. 274, paras. 7.49-7.50.

⁷³See MP, p. 257, para. 7.20, and RP, p. 300, para. 6.12.

practice — if necessary by force — the rights and obligations in question in the outer triangle. There is no doubt that this constitutes a dispute — and a dispute between the two States who are standing before you today.

47 7. Having made these preliminary remarks, Mr. President, I propose to address the following points, which still — deeply — divide the Parties. They do not concern the principle of Chile’s “*mar presencial*”, but rather Peru’s sovereign rights and jurisdiction over and within the maritime area which extends up to a distance of 200 nautical miles from its coasts and which is disputed by Chile.

— Firstly, I shall recall that Peru possesses inherent and exclusive sovereign rights for the purposes of the exploration and exploitation of the natural resources of the maritime area situated up to 200 nautical miles from its coasts, while Chile has no claim to them because that area lies more than 200 nautical miles from its own coasts (I);

— I shall then ask whether, as Chile claims, Peru must be considered to have renounced those rights (II);

— finally, I shall examine the potential impact of Peru’s putting into practice the rights which it possesses in that area (III).

I. Peru’s sovereign rights in the “outer triangle”

8. Mr. President, as I have said, Chile contests the exclusive nature and indeed the very existence of Peru’s rights over the outer triangle. Even the expression which it uses to refer to it, *alta mar* (high seas), reflects this denial. The very fact that it is opposed to the Court “appropriat[ing]”⁷⁴, “attribut[ing]”⁷⁵ or “award[ing]”⁷⁶ that area to Peru or “expand[ing]”⁷⁷ Peru’s maritime domain shows that, in the Respondent’s mind, this would be tantamount to granting the Applicant an area which does not belong to it *ipso facto* but rather forms part of the high seas.

[Slide series 1: The outer triangle]

⁷⁴RC, p. 251, para. 7.4 and p. 253, para. 7.7.

⁷⁵*Ibid.*, p. 251, para. 7.4.

⁷⁶CMC, p. 98, para. 2.111 and RC, p. 269, para. 7.38 and p. 271, para. 7.43.

⁷⁷*Ibid.*, p. 7, para. 1.14, p. 36, para. 1.74 and p. 130, para. 2.172 and RC, p. 270, para. 7.40 and p. 271, para. 7.42.

9. This is clearly not the case: you are not requested, Members of the Court, to grant or expand any maritime area whatsoever, but simply to declare that Peru — and Peru alone — may exercise the sovereign rights and the jurisdiction which the contemporary international law of the sea accords it in this “outer triangle” — over which Chile has no rights, but which forms an integral part of Peru’s continental shelf and exclusive economic zone.

48

10. This jurisdiction and these sovereign and exclusive rights are set forth in Article 56 of the 1982 Convention as regards the exclusive economic zone and in Article 77 as regards the continental shelf. As far as the latter is concerned, paragraph 3 of Article 77 provides that: “The rights of the coastal State over the continental shelf do not depend on occupation, effective or notional, or on any express proclamation.”

The Court has considered this statement to be

“the most fundamental of all the rules of law relating to the continental shelf, enshrined in Article 2 of the 1958 Geneva Convention, though quite independent of it — namely that the rights of the coastal State in respect of the area of continental shelf that constitutes a natural prolongation of its land territory into and under the sea exist *ipso facto* and *ab initio*, by virtue of its sovereignty over the land, and as an extension of it in an exercise of sovereign rights for the purpose of exploring the seabed and exploiting its natural resources. In short, there is here an inherent right. In order to exercise it, no special legal process has to be gone through, nor have any special legal acts to be performed.” (*North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Denmark; Federal Republic of Germany/Netherlands), Judgment, I.C.J. Reports 1969*, p. 22, para. 19.)⁷⁸

Chile professes to agree⁷⁹, but unfortunately does not draw the consequences from this fundamental rule.

[End of slide series 1]

11. I am well aware, Mr. President, that Article 56 of the 1982 Convention, which concerns the exclusive economic zone, does not contain a provision equivalent to the third paragraph of Article 77 and that in general it is considered that the rights of the coastal State in this zone depend on a proclamation. However, in this case there can be no doubt that in proclaiming its “sovereignty and jurisdiction” over a maritime domain extending up to a distance of 200 nautical miles from its

⁷⁸See also *Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. Turkey), Judgment, I.C.J. Reports 1978*, p. 36, para. 86.

⁷⁹CMC, p. 130, para. 2.173.

baselines⁸⁰, Peru has well and truly proclaimed the exclusive rights which international law accords it in this area.

49

12. Chile has seized upon this formulation (“sovereignty and jurisdiction”) — which is nevertheless simply taken from point II of the Santiago Declaration, of which it makes so much elsewhere — in order to claim that Peru’s maritime domain “is neither recognized by nor compliant with customary international law”⁸¹. In so doing, Chile neglects to add the phrase which almost systematically follows this expression in the relevant texts, and which states that this exercise by Peru of its sovereignty and jurisdiction in the area in question is “without prejudice to the freedom of international communications, pursuant to the law and the treaties ratified by the State”⁸². By using this form of words, Peru clearly indicates that it does not intend to place itself outside the law, including customary law. All that it is asking you, Members of the Court, is to confirm that it possesses, in the zone in question, the sovereign and exclusive rights which positive international law accords it.

13. This is also true as regards the control of overflight of the 200-nautical-mile area, of which Chile makes so much⁸³. The requests for information on which Chile bases its argument are compliant with ICAO rules on Flight Information Regions (FIRs, to use the commonly employed English acronym) (in this instance in the region of Lima, which includes most of the area in question)⁸⁴. Furthermore, firstly, neither Peru nor Chile has requested the Court to rule on this point; secondly, the compliance, or not, of Peru’s regulations with the rules of international law on aerial overflight has no bearing on the existence of Peru’s exclusive sovereign rights in the 200-nautical-mile zone, which is the sole subject of the present proceedings. Finally, as the Agent recalled yesterday in his introductory speech, both Peru’s law and practice in this regard are in full compliance with the rules of the law of the sea in force today, as they are reflected in the

⁸⁰See in particular Article 54 of the Political Constitution of Peru of 1993 (MP, Ann. 19). See also: MP, paras. 3.15-3.22 and Anns. 6-18 and 20-24, and RP, paras. 20-24.

⁸¹RC, p. 271, para. 7.42. See also CMC, pp. 126-131, paras. 2.166-2.176 and RC, pp. 269-270, para. 7.38 and pp. 270-274, paras. 7.41-7.50.

⁸²Political Constitution of Peru of 1993, Article 54 (MP, Ann. 19); see also: Supreme Decree No. 781 of 1 August 1947, para. 4 (MP, Ann. 6) and Political Constitution of Peru of 1979, Article 98 (MP, Ann. 17).

⁸³CMC, pp. 128-130, paras. 2.170-2.172, pp. 130-131, paras. 2.174-2.176 and RC, pp. 171-173, paras. 3.75-3.77, pp. 174-175, paras. 3.80-3.81, pp. 264-265, paras. 7.28-7.29, pp. 269-270, para. 7.38 and pp. 270-271, para. 7.41.

⁸⁴See RP, pp. 203-204, paras. 4.39-4.40.

50

1982 Convention. The Law on Civil Aeronautics⁸⁵, which was recently amended to remove all ambiguity, expressly provides that Peru’s “sovereignty and jurisdiction” over its airspace (above both its land and maritime territory and the adjacent maritime areas) shall be exercised in accordance with “[its] . . . Constitution . . . [which itself refers to the “freedom of international communications”⁸⁶] and the applicable norms of international law”⁸⁷. [*Translation by the Registry*]

14. The provisional conclusion of my demonstration, Mr. President, is as follows: Peru is entitled, in the outer triangle, to the sovereign rights and to the jurisdiction which Articles 56 and 77 of the United Nations Convention on the Law of the Sea accord to all States — provisions which there is no doubt reflect the present customary law of the sea.

**II. PERU’S ALLEGED RENUNCIATION OF ITS SOVEREIGN RIGHTS IN
THE 200-NAUTICAL-MILE ZONE**

15. Chile contests this conclusion on the pretext that Peru has allegedly renounced its sovereign rights, first in the 1952 Santiago Declaration and later through subsequent practice. Nothing could be further from the truth, Members of the Court⁸⁸.

(a) *The Santiago Declaration*

16. According to the Respondent, “[b]y agreement between Chile, Ecuador and Peru, the *alta mar* area is high seas. Peru cannot now breach that agreement and appropriate the *alta mar*”⁸⁹. I note in passing that Chile thereby acknowledges, *a contrario*, that, in the absence of an agreement, the outer triangle does indeed fall under the sovereignty and jurisdiction of Peru. The agreement which somehow allegedly converted that area of more than 28,000 sq km under the jurisdiction of Peru into high seas is the Santiago Declaration of 18 August 1952.

[Slide series 2: Point II of the Santiago Declaration]

Chile sees evidence of this in point II of the Declaration — you are familiar with it, Members of the Court, but allow me to read it out again since it is clear that Chile’s interpretation of it is contrived:

⁸⁵Law No. 27261 of 9 May 2000, Article 3 (MP, Ann. 21).

⁸⁶Political Constitution of Peru of 1993, Article 54 (MP, Ann. 19).

⁸⁷Law No. 29941 of 7 November 2012, Article 3 (<http://www.congreso.gob.pe/ntley/Imagenes/Leyes/29941.pdf>). See also Article 14.

⁸⁸MP, p. 13, para. 27.

⁸⁹RC, p. 253, para. 7.7.

“the Governments of Chile, Ecuador and Peru proclaim as a norm of their international maritime policy that they each possess exclusive sovereignty and jurisdiction over the sea along the coasts of their respective countries to a minimum distance of 200 nautical miles from these coasts.”

51

17. My colleagues have already demonstrated that the Declaration cannot in any way be construed as an agreement on the lateral delimitation of the zone over which the three States granted themselves “exclusive sovereignty and jurisdiction” which were clearly *de lege ferenda* at the time — and which have not been recognized in this absolute form by the international law of the sea as finally stabilized. One only has to read point II in order to see that, in fact, it says the exact opposite of what Chile wants it to say: it ensures that each of the three signatories has exclusive sovereignty and jurisdiction *to a minimum distance* of 200 nautical miles from their respective coasts.

[End of slide series 2. Slide series 3: the Chilean interpretation of the Santiago Declaration deprives Peru of the rights granted therein (animation)]

18. But look, Members of the Court: [image 7] on the screen you can see the coasts of the Parties and, in green, the 200-nautical-mile limit from the coasts of Chile and, in red, from the coasts of Peru. [Image 8] Let us add the line claimed by Chile (a solid red line); [image 9] Chile’s portion is quite adequate (about 118,500 sq km); [image 10] as to Peru, its portion is reduced to the bare minimum: it receives about 46,500 sq km, in other words approximately 28 per cent of the zone of overlap — [images 11-13] but it is deprived of more than 66,600 sq km to which it is entitled if reference is made to the concept of equal division as effected by the equidistance line. Mr. President, the equidistance line is clearly the most rational, the most reasonable and the most balanced way of implementing the norm of “international maritime policy” proclaimed by the three States in point II of the Santiago Declaration; in this way, each of the signatories receives the maximum share of the 200-nautical-mile zone guaranteed by that provision, subject to the equal rights of the other Party. This fulfils the goal set by the norm of maritime policy adopted by the three signatories of the 1952 Declaration.

19. In other words, and this is the key point, Peru is entitled to claim the exercise of its jurisdiction and its sovereign rights over the outer triangle both by virtue of point II of the Declaration itself and independently of the latter — whereas Chile cannot claim any right in that area.

52

20. Moreover, the countries making the Santiago Declaration would not have been able to conclude a special agreement granting themselves zones beyond the entitlements recognized by international law. As the Hamburg Tribunal has acknowledged, “[d]elimitation presupposes an area of overlapping entitlements”⁹⁰. That is also the position that you took in your Judgment of 19 November 2012: “the task of delimitation consists in resolving the overlapping claims by drawing a line of separation between the maritime areas concerned” (*Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*, Judgment of 19 November 2012, para. 141).

21. The zones over which the signatories of the Santiago Declaration claimed an entitlement extended to a minimum distance of 200 nautical miles from their respective coasts. However, *today*, in accordance with the contemporary law of the sea, the zone of overlap cannot include the outer triangle, which falls under the sole jurisdiction of Peru thus defined, but not under the jurisdiction of Chile.

[End of slide series 3. Back to slide series 2: Point II of the Santiago Declaration]

22. Chile evades this crucial point and seeks to divert attention from it by focusing on a side issue of point II of the Declaration: the word “minimum” or the phrase “at least”. Under this provision, in 1952, the signatories reserved the right to extend their maritime domain beyond the 200-nautical-mile limit, which therefore constituted the minimum in question. But it by no means follows that, as Chile asserted in its Rejoinder, “a full, definitive delimitation was accomplished under the Santiago Declaration”⁹¹.

53

23. First, while the Declaration does refer to the “parallel at the point at which the land frontier of the States concerned reaches the sea”, it does so in point IV and not in point II — namely, in the provision of the Declaration relating to the potential maritime domain of the islands or groups of islands “belonging to one of the countries making the declaration [and] . . . situated less than 200 nautical miles from the general maritime zone belonging to another of those countries”. Once again — and this can never be repeated enough — as far as it is concerned, point II makes no reference at all to lateral delimitation and point IV concerns only the islands.

⁹⁰*Dispute concerning delimitation of the maritime boundary between Bangladesh and Myanmar in the Bay of Bengal (Bangladesh/Myanmar)*, ITLOS, Judgment of 14 March 2012, para. 397.

⁹¹RC, p. 254, para. 7.11.

[End of slide series 2. Slide series 4: The possible prolongation of the zone beyond 200 nautical miles (animation)]

24. Second, it follows that the same considerations that apply to the 200 miles originally envisaged would apply to any prolongation beyond that distance. [Image 18] Let us imagine that Chile decided to extend its maritime domain to 250 miles; it would gain some 15,000 sq km; [image 19] if Peru decided to do likewise, it would lose almost a further 45,000 sq km as compared to the surface area that it could claim; [image 20] if both States extended their domain in this way, Peru, by the same reasoning, would be deprived of more than 105,000 sq km; the inequity and the inequality between the maritime domains of each State would thus be all the greater. I hasten to say once again, Mr. President, that this extension is fictitious; but the sketch-maps that you have just seen and which can be found at tab 82 of the judges' folder show that what is valid for the 200-mile limit is also valid beyond: point II of the Declaration grants the same rights to the three partners and, if each partner had been able to extend its area of "exclusive sovereignty and jurisdiction" beyond 200 nautical miles, it could only have been done subject to observing the equal rights — I was once more about to say the equal "entitlement"⁹² — of the other signatories, and, therefore, observing the principle of equal division resulting from equidistance. It is quite simply absurd to suppose that Peru could have renounced in advance its entitlement to such maritime areas — and all this in the absence of an explicit clause.

[End of slide series 4]

54 25. Third and perhaps most importantly, all of this is "legal fiction", Mr. President. It is true that the contemporary law of the sea has developed in the direction wished by the signatories of the Declaration — who have contributed greatly to that development — but not entirely as they had probably envisaged or hoped. Coastal States cannot claim their "sovereignty" but only "sovereign rights" and "jurisdiction" beyond the territorial sea. And, subject to the rules contained in Article 76 of the Montego Bay Convention with regard to the continental shelf — rules which are not relevant in the present case —, there can be no question today of States appropriating maritime

⁹²See my previous presentation, para. 20.

areas beyond the fateful 200-mile limit; and we can suppose that if one of the Parties had ventured to do so, it would have met strong resistance and been forced to back down.

26. Be that as it may, this has not happened and if it did happen today, it would violate the customary law of the sea as reflected by the Montego Bay Convention — to which, moreover, Chile is a Party. Of course, the general applicable norms have substantially evolved since 1952, but as regards the breadth of the zone in which coastal States enjoy sovereign rights, the situation is today the same as that envisaged by the Santiago Declaration: each signatory State possesses a zone of 200 nautical miles beyond its coast, which the Declaration does not delimit laterally, but which has to be delimited in accordance with the rules of the contemporary law of maritime delimitation. Furthermore, by virtue of that right, every coastal State has sovereign and exclusive rights in that zone; it has no such rights beyond that limit. The outer triangle is situated at a distance of more than 200 nautical miles from Chile's coast and within 200 nautical miles of the coast of Peru — which is therefore entitled (by virtue of general international law, but also by virtue of the 1952 Declaration itself if it is given the value of a treaty) to jurisdiction and sovereign rights over that triangle.

27. In any event, it is not conceivable that the three States could have divided up resources that did not belong to them in the light of the way in which the law of the sea has evolved since the Santiago Declaration was signed. The latter can produce effects — either between its signatories or towards third parties — only insofar as it does not jeopardize “the public order of the oceans”⁹³, a concept which clearly rules out two States being able to divide up between themselves zones situated beyond the 200-mile limit from their coasts. Contrary to what is implied by Chile's argument, one cannot reason as if the line that was allegedly decided in the Santiago Declaration could produce effects virtually as far as the western shores of the Pacific Ocean.

55

(b) *An implicit renunciation?*

28. Chile also invokes a series of episodes which, in its view, show that the outer triangle is regarded as forming part of the high seas and, at the same time, provide evidence that Peru has renounced its sovereign rights in that area. In passing I would note that Chile only mentioned these

⁹³*Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*, Judgment of 19 November 2012, paras. 230 and 244.

facts in its Rejoinder — at a time, therefore, when the written proceedings were drawing to a close, and Peru’s only possibility of replying was in the oral argument — whereas these are the kind of arguments which, if they had any semblance of substance, would merit a more meticulous and precise rebuttal than the oral proceedings permit. That being said, in reality this only concerns a sporadic and inconsistent practice, which certainly does not have the significance that Chile attributes to it and I can be brief — particularly given that this has no bearing whatsoever on Peru’s unquestionable title — entitlement — to the area in question.

[Slide series 5: Peru’s search and rescue (SAR) region]

29. [Images 22 and 23] As regards, firstly, the vessels entering Peru’s maritime domain⁹⁴, it is correct that the Peruvian authorities encourage vessels within the operational sector known as the Peru SAR region (SAR denotes search and rescue) to notify their position, but these notifications do not in any way condition authorizations; their purpose is solely to facilitate maritime search and rescue operations. [Image 24] And this is completely unrelated to the delimitation of maritime zones: paragraph 2.1.7 of the Annex to the 1979 International Convention on Maritime Search and Rescue, which has already been cited this morning by Mr. Bundy, is categorical: “The delimitation of search and rescue regions is not related to and shall not prejudice the delimitation of any boundary between States.”⁹⁵ Consequently, the fact that certain vessels have communicated their position when they have crossed the 18° 21' S parallel to the east of the outer triangle⁹⁶ clearly does not mean that the zone situated further to the west does not also fall under Peru’s jurisdiction (the same observations apply to the illustrative map produced by the Chilean authorities⁹⁷).

56

[End of slide series 5. Slide series 6: The Lima Flight Information Region]

30. I have already said a few words about the issue of the control of the overflight of certain parts of Peru’s maritime domain by foreign aircraft⁹⁸. In fact, it calls for the same response as the one given on the maritime search and rescue area. As I have said, these information requests are essentially related to the safety of air navigation in accordance with ICAO rules, which have

⁹⁴See RC, pp. 261-264, paras. 7.24-7.27.

⁹⁵United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1405, p. 140.

⁹⁶See RC, pp. 262-263, para. 7.26.

⁹⁷See *Ibid.*, p. 262, para. 7.25, and fig. 91.

⁹⁸See *Ibid.*, pp. 264-265, paras. 7.28-7.29.

nothing whatsoever to do with the extent of States' maritime zones or airspace. [Image 26] Moreover, Chile expressly acknowledges in its Rejoinder that Peru's airspace and the Flight Information Region (FIR) of Lima are two entirely different things⁹⁹; some parts of FIR Lima are more than 800 nautical miles from the Peruvian coast¹⁰⁰: in no sense can the arrangements for entering FIR Lima prove anything about the boundaries of Peru's airspace superjacent to its exclusive economic zone. [Image 27] As is evident from the map which is now being shown, the Flight Information Regions have little to do with the boundaries of maritime zones: [image 28] FIR Lima includes the Galapagos Islands and the surrounding waters, despite the fact that they indisputably fall under the jurisdiction of Ecuador, not Peru.

[End of slide series 6]

31. Neither is it possible to deduce a great deal from the notifications sent by Peruvian fishing vessels when they enter the waters claimed by Chile. Firstly, these authorization requests have to be treated with natural caution: if a State with significant maritime intervention resources requires them to be made then it is quite understandable that the Peruvian seafarers and fishermen should comply with that requirement, without questioning its legal validity. In any case, the practice of private persons, including fishermen, cannot be used as evidence of the extent of the sovereignty or sovereign rights of the States concerned¹⁰¹.

57

[Slide series 7: The transit of scientific vessels]

32. Finally, I should like to make two comments on the two episodes which Chile presents to illustrate the treatment of the *alta mar* area as part of the high seas, when vessels traverse it for the purposes of scientific research:

(1) [image 31] the buoys deployed by the Woods Hole Oceanographic Institution were not placed in the outer triangle, as Chile states, but unquestionably in the high seas, as this diagram shows;

⁹⁹See RC, p. 172, para. 3.75.

¹⁰⁰See RP, pp. 203-204, para. 4.40.

¹⁰¹*Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan (Indonesia/Malaysia), Judgment, I.C.J. Reports 2002*, p. 683, para. 140. See also *Territorial and Maritime Dispute between Nicaragua and Honduras in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Honduras), Judgment, I.C.J. Reports 2007 (II)*, pp. 717-718, para. 194.

- (2) [images 32 and 33] the vessels which carried out these actions were simply enjoying the freedom of navigation – which, in the exclusive economic zone, is guaranteed by Article 58 of the United Nations Convention on the Law of the Sea, which reflects customary law; and
- (3) [image 34] the buoy used to detect tsunamis was intentionally moved in September 2010 to the outer triangle [Image 35] without notification being given to Peru, which learnt of it through Chile's Rejoinder¹⁰²; it should also be noted that the website of the Hydrographic and Oceanographic Service of the Chilean Navy, when consulted two days ago, was still giving the previous co-ordinates of that buoy¹⁰³.

[End of slide series 7]

33. I would add that all these developments are recent and took place after Chile became aware of Peru's position, which confirms, if there is any need to do so, that it was after 1986 that it set about conjuring up a line alleged to constitute the maritime boundary between the two States.

58 34. Chile's efforts to spin the writings of three eminent Peruvian authors in its favour are no more convincing. On the contrary, what is striking when reading paragraphs 7.33 to 7.37 of the Rejoinder is that Admiral Faura, Professor Ferrero Costa and Dr. Agüero Colunga — whose works moreover do not engage Peru, however eminent they are — were all convinced that their country was entitled to claim that the outer triangle fell under its jurisdiction and regretted the fact that some Peruvian maps and regulations omitted to mention it. The sketch-maps taken from the works of these three authors and reproduced in the Rejoinder — all three of which can be found at tab 86 in your folder, Members of the Court — also speak volumes: all three show the outer triangle in the contested area and present it as falling under the jurisdiction of Peru. More generally, Chile's presentation of the positions adopted by these three authors is nothing short of farcical. I will not return to that point; it has been amply demonstrated by Professor Vaughan Lowe.

35. It is indeed a poor harvest, Mr. President – and more, much more, would undoubtedly be required in order to relocate or neutralize Peru's inherent title (entitlement) to its sovereign rights and jurisdiction in the outer triangle, which it is requesting the Court to enshrine. What is true for the inner triangle is just as true for the outer, and it is even more true to the extent that Chile can

¹⁰²RC, pp. 266-267, para. 7.32.

¹⁰³19° 40' S, 74° 50' W. See *ibid.* and http://www.shoa.cl/index_ing.html (site accessed on 1 December 2012).

have no right, no title, no claim over that outer triangle: “the pertinent legal test is whether there was thus *evidenced* acquiescence”¹⁰⁴. Clearly Peru has not “evidenced acquiescence” to the removal of its sovereign rights over a maritime zone which covers, as Chile itself points out, an area the size of Albania¹⁰⁵. “Evidence of a tacit legal agreement must be compelling. The establishment of a permanent maritime boundary is a matter of grave importance and agreement is not easily to be presumed” (*Territorial and Maritime Dispute between Nicaragua and Honduras in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Honduras)*, Judgment, I.C.J. Reports 2007 (II), p. 735, para. 253)¹⁰⁶.

59

III. The foreseeable consequences of Peru’s rights in the outer triangle

36. Mr. President, as I have already recalled, Peru has no intention of pronouncing in the abstract on the legality — or lack thereof — of the “Presential Sea” to which Chile lays claim¹⁰⁷, nor does it ask the Court to do so. On the other hand, it cannot accept that, in the name of that theory, it is Peru that is creating the obstacle to its (Peru’s) exclusive sovereign rights and jurisdiction in the outer triangle by setting against them the rights grouped under that label. However, even though it denies it, that is exactly what the Respondent is doing.

37. According to the latter, “the presential sea has nothing to do with the issue before the Court, since the presential sea is a label that attaches to Chile’s international-law compliant activities in the high seas”¹⁰⁸. But that is precisely the problem: Chile cannot adopt or implement the measures that it is taking or intending to take in an area over which it has no rights, despite its claims to the contrary. In particular, it has no ground to exercise “sovereign rights for the purpose of exploring and exploiting, conserving and managing the natural resources” or its “jurisdiction . . . with regard to:

¹⁰⁴*Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening)*, Judgment, I.C.J. Reports 2002, p. 353, para. 67 (emphasis added). See also *Maritime Delimitation in the Black Sea (Romania v. Ukraine)*, Judgment, I.C.J. Reports 2009, pp. 87-88, para. 71 and p. 89, para. 76 and *Dispute concerning delimitation of the maritime boundary between Bangladesh and Myanmar in the Bay of Bengal (Bangladesh/Myanmar)*, ITLOS, Judgment of 14 March 2012, para. 117.

¹⁰⁵CMC, p. 7, para. 1.13.

¹⁰⁶See also *Dispute concerning delimitation of the maritime boundary between Bangladesh and Myanmar in the Bay of Bengal (Bangladesh/Myanmar)*, ITLOS, Judgment of 14 March 2012, para. 95 and *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*, I.C.J., Judgment of 19 November 2012, para. 219.

¹⁰⁷See para. 6 above.

¹⁰⁸RC, p. 252, para. 7.7; see also CMC, pp. 105-109, paras. 2.126-2.134.

- (i) the establishment and use of artificial islands, installations and structures;
- (ii) marine scientific research; [or]
- (iii) the protection and preservation of the marine environment”¹⁰⁹.

All those rights are reserved solely for the holder of a title over the exclusive economic zone, in accordance with Article 56, paragraph 1, of the 1982 Convention.

38. It is clear that Chile is infringing Peru’s sovereign rights in the outer triangle when it claims to be actively monitoring the environment in that area, setting up monitoring systems, fixing fishing quotas, ensuring compliance with those quotas with the threat of criminal sanctions, issuing fishing permits in return for a fee, regulating the utilization of living resources in the area and punishing any violations thereof¹¹⁰.

60

39. Chile makes much of examples of situations which it claims are comparable to that of the outer triangle¹¹¹ and concludes by stating that those examples “demonstrate that a State’s full theoretical distance-based maritime entitlement can be precluded by a non-equidistant boundary line in areas where the adjacent State has no abutting maritime zone”¹¹². In my opinion, there is no need to dwell on this: of course, such a situation may arise; the States concerned may conclude an agreement to that effect — as Ecuador and Peru did by their exchange of Notes of 2 May 2011; and in two examples, arbitral tribunals (one a long time ago¹¹³, another more recently, but in an award which is not without its weaknesses¹¹⁴) concluded that “grey areas” of this sort, but much smaller than our own, were part of the equitable solution that they were required to reach. In contrast, let us have no grey area that would lead to an inequitable solution.

40. In any event, an agreement between the parties can only come into play when the zones falling within the jurisdiction of the two opposing States overlap. As I said a few moments ago¹¹⁵,

¹⁰⁹Art. 56, para. 1 (a) and (b).

¹¹⁰See, *inter alia*, the Chilean Ministry of National Defence, *Libro de la Defensa Nacional de Chile*, 2002, CMC, Ann. 153, in particular p. 32, and Chilean Decree No. 430/91, 28 September 1991 as amended, in particular Arts. 5, 43 and 124, RP, Ann. 27; see also RP, pp. 304-305, para. 6.19.

¹¹¹See in particular RC, pp. 274-279, paras. 7.51-7.57.

¹¹²RC, p. 279, para. 7.57.

¹¹³*Grisbadarna Case* (Norway v. Sweden), *Arbitral Award of 23 October 1909*, United Nations, *RIAA*, Vol. XI, p. 162.

¹¹⁴*Delimitation of the maritime boundary between Guinea and Guinea-Bissau, Arbitral Award of 14 February 1985*, United Nations, *RIAA*, Vol. XIX, p. 196, para. 130.

¹¹⁵See para. 20 above.

61

delimitation is only necessary if overlapping occurs. The International Tribunal for the Law of the Sea went even further in its judgment of 14 March 2012, in which it stated that a maritime boundary can only delimit zones of the same nature in which two States exercise sovereign rights. Thus, it explained that, in respect of the area beyond 200 nautical miles from Bangladesh but within 200 nautical miles of Myanmar, “[t]here is no question of delimiting the exclusive economic zones of the Parties as there is no overlap of those zones”¹¹⁶. In that case, although the delimitation line drawn by the Tribunal continues beyond the limits of Bangladesh’s exclusive economic zone, it does so only in order to delimit the Parties’ continental shelf. *A fortiori*, a delimitation line cannot continue in a zone over which only one State — Peru, in our case — has sovereign rights.

41. In the present case, refusing to grant Peru its rights in the outer triangle would clearly be a far cry from an equitable solution — the solution in which all maritime delimitations should result. It would deprive Peru of more than 28,000 sq km of its *ipso facto* maritime domain, despite the fact that its rights — its entitlements — do not overlap with those of Chile or any other State.

42. It would be even more unwarranted since the catalogue of apocalyptic consequences that Chile claims would ensue from the Court’s recognition of Peru’s rights has no correspondence to reality. In particular, it would not lead to a drastic reduction in or limitation of Chile’s right of access to the high seas, and the reason for this is twofold.

[Slide series 8: Absence of a cut-off effect resulting from the recognition of Peru’s rights in the outer triangle]

43. First, objectively, this cannot be the case, as is clear from the series of slides being shown on the screen. In reality, recognizing Peru’s rights in the outer triangle would not drastically reduce Chile’s access to the high seas. To prove this point, it is necessary to look at the configuration of the Parties’ coasts as it is: what is important is that the coasts on either side of the land boundary more or less form a right angle; what is not important is that, generally speaking, this part of the Central American coastline faces south [images 37-38]; if the map is turned towards the north, it becomes especially meaningful.

¹¹⁶*Dispute concerning delimitation of the maritime boundary between Bangladesh and Myanmar in the Bay of Bengal (Bangladesh/Myanmar)*, ITLOS, judgment of 14 March 2012, para. 471.

- [Images 39-40] Arica, the Chilean port closest to the boundary is 225 nautical miles from the nearest point of the 200-mile line (200 miles, thus, from the Peruvian and Chilean coasts);
 - [Image 41] Ilo (corresponding Peruvian port) is 207 miles away.
 - [Images 42-43] Now the effect of the line claimed by Chile; it is hard to see anything other than an overwhelming cut-off effect!
- 62 — [Image 40] The line advocated by Peru does not produce such an effect; it guarantees both States equal and easy access to the high seas.

44. Second, it is understood that Peru must exercise its rights and fulfil its obligations in the outer triangle — as it must in its entire maritime domain — in accordance with the principles and rules of the contemporary law of the sea, in particular the freedoms of navigation and overflight in the exclusive economic zone, as confirmed by Article 58, paragraph 1, of the 1982 Convention. Under Article 56, paragraph 2, of the Montego Bay Convention, there must be “due regard to the rights and duties of the other [States]”¹¹⁷ and no obstruction to the exercise of “the freedoms . . . of navigation and overflight and of the laying of submarine cables and pipelines, and other internationally lawful uses of the sea related to these freedoms”¹¹⁸. What is more, these freedoms must, of course, be granted to Chilean vessels, as to those of any other State, in accordance with the provisions of Article 54 of the Peruvian Constitution¹¹⁹. Mr. President, it is not true, therefore, that, subject to the right to utilize the natural resources of the outer triangle — which belongs to no State other than Peru — the recognition of Peru’s rights in that area “would involve a considerable change to the freedom for ships and aircraft of all States to use that area”¹²⁰.

[End of slide series 8. Slide series 9: The inequitable character of Chile’s line]

45. Members of the Court, by asking you to adjudge and declare that it “is entitled to exercise exclusive sovereign rights over a maritime area lying out to a distance of 200 nautical miles from its baselines”, Peru is not asking you to do anything other than to recognize a situation which imposes itself both objectively and *ipso facto* and which would be a matter of course if Chile

¹¹⁷*Dispute concerning delimitation of the maritime boundary between Bangladesh and Myanmar in the Bay of Bengal (Bangladesh/Myanmar)*, ITLOS, judgment of 14 March 2012, para. 475.

¹¹⁸Art. 58, para. 1, of the United Nations Convention on the Law of the Sea.

¹¹⁹MP, Ann. 19.

¹²⁰RC, p. 252, para. 7.6.

63

did not wish to hold those rights in check. It is simply asking that you reach the equitable solution required by the fundamental principles of maritime delimitation, as reflected in Article 74, paragraph 1, and Article 83, paragraph 1, of the 1982 Convention. It is asking no more than for you to apply the best-established rules of the contemporary law of the sea.

46. And the same is also true for its first submission: Members of the Court, Chile would have you believe that Peru has inadvertently (or, worse still, voluntarily!) renounced its rights to almost 67,000 sq km of maritime spaces which belong to it *ipso facto* pursuant to the most basic principles of the international law of the sea. That would make Peru an unbelievable masochist! Peru has no such predisposition and has come to the Court so that the latter may determine the equitable solution which is required by those principles, and which Chile refuses to adopt by means of an agreement. In this case, that solution should quite simply be the equidistance line between the relevant coasts of the two States — with *no* special circumstances calling for even the slightest readjustment.

[End of slide series 9]

47. This, Members of the Court, concludes Peru's first round of oral argument. On behalf of our entire team, I should like to thank you for listening patiently, attentively and sympathetically to what we have had to say.

The PRESIDENT: Thank you, Professor Pellet. La Cour se réunira de nouveau jeudi 6 décembre à 15 heures pour entendre le début du premier tour de plaidoiries du Chili.

Je vous remercie. L'audience est levée.

L'audience est levée à 17 h 50
